

Enquête sur les conventions collectives de travail en Suisse 2007



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Eidgenössisches Departement des Innern EDI
Bundesamt für Statistik BFS

Neuchâtel, 2009

La série «Statistique de la Suisse»
publiée par l'Office fédéral de la statistique (OFS)
couvre les domaines suivants:

- 0** Bases statistiques et produits généraux
- 1** Population
- 2** Espace et environnement
- 3** Vie active et rémunération du travail
- 4** Economie nationale
- 5** Prix
- 6** Industrie et services
- 7** Agriculture et sylviculture
- 8** Energie
- 9** Construction et logement
- 10** Tourisme
- 11** Mobilité et transports
- 12** Monnaie, banques, assurances
- 13** Protection sociale
- 14** Santé
- 15** Education et science
- 16** Culture, médias, société de l'information, sport
- 17** Politique
- 18** Administration et finances publiques
- 19** Criminalité et droit pénal
- 20** Situation économique et sociale de la population
- 21** Développement durable et disparités régionales et internationales

Enquête sur les conventions collectives de travail en Suisse 2007

Rédaction Myriam Fumagalli-Senn

Editeur Office fédéral de la statistique (OFS)

Editeur: Office fédéral de la statistique (OFS)

Complément d'information: OFS, Section des salaires et des conditions de travail, tél. 032 713 64 29, e-mail: lohn@bfs.admin.ch
site internet: www.statistique.admin.ch

Auteur: Myriam Fumagalli-Senn

Réalisation: Myriam Fumagalli-Senn

Diffusion: Office fédéral de la statistique, CH-2010 Neuchâtel
tél. 032 713 60 60 / fax 032 713 60 61 / e-mail: order@bfs.admin.ch

Numéro de commande: 173-0702

Prix: 13 francs (TVA excl.)

Série: Statistique de la Suisse

Domaine: 3 Vie active et rémunération du travail

Langue du texte original: Français

Page de couverture: Roland Hirter, Berne

Graphisme/Layout: OFS

Copyright: OFS, Neuchâtel 2009
La reproduction est autorisée, sauf à des fins commerciales,
si la source est mentionnée

ISBN: 978-3-303-03239-8

Table des matières

Abréviations	5	4	Liste des contrats-type de travail (CTT) en Suisse, 1^{er} mai 2007	67
Principaux résultats	6	4.1	Explications et légendes	67
Principaux résultats 2007	6		CTT édictés par le Conseil fédéral (état au 1 ^{er} mai 2007)	68
CCT et documents analogues en Suisse: 1994–2007	9		CTT cantonaux (état au 1 ^{er} mai 2007)	68
1 Aspects méthodologiques	12	5	Liste des CCT dont le champ d'application est étendu, 1^{er} mai 2007	71
1.1 Objet de la statistique	12	5.1	Explications et légendes	71
1.2 Historique de la statistique	12		CTT dont le champ d'application a été étendu par arrêtés du Conseil fédéral (état au 1 ^{er} mai 2007)	72
1.3 Sources, récolte et traitement des données	12		CTT dont le champ d'application a été étendu par arrêtés cantonaux approuvés par le Département fédéral de l'économie (DFE) (état au 1 ^{er} mai 2007)	75
1.4 Publications sur les conventions collectives de travail en Suisse	13			
2 Définitions	14			
3 Liste des conventions collectives de travail (CCT) en Suisse, 1^{er} mai 2007	18			
3.1 Explications et légendes	18			
3.2 Index des branches économiques	19			
Liste des CCT en Suisse (état au 1 ^{er} mai 2007)	21			

Liste des tableaux

Indicateurs-clés 2007

- T1.1 Conventions collectives de travail (CCT) en Suisse selon le type, la taille et le secteur économique (Etat au 1^{er} mai 2007)
- T1.2 Contrats-type (CTT) de travail en Suisse (Etat au 1^{er} mai 2007)
- T1.3 CCT spécifiques au thème de la prévoyance professionnelle et la retraite anticipée en Suisse, 2001–2007

Liste des graphiques

- G1 Personnes salariées assujetties aux CCT en Suisse, 2003–2007 (nombre de CCT)
- G2 Personnes salariées assujetties aux CCT en Suisse en 2007, selon les secteurs d'activité, la taille et le type de CCT (nombre de CCT)
- G3 Personnes salariées assujetties aux CCT selon les secteurs économiques (nombre de CCT), 1994–2007
- G4 Personnes salariées assujetties aux CCT selon la taille (nombre de CCT), 1994–2007
- G5 Personnes salariées assujetties aux CCT d'associations et d'entreprises (nombre de CCT), 1994–2007

Abréviations

CCT	Convention collective de travail
CTT	Contrat-type de travail
ECS	Enquête sur les conventions collectives de travail en Suisse
EAS	Enquête sur les accords salariaux conclus dans les principales CCT
OFS	Office fédéral de la statistique
NOGA	Nomenclature générale des activités économiques
STATEM	Statistique de l'emploi
RE	Recensement des entreprises
SECO	Secrétariat d'Etat à l'économie
UE	Union européenne

Principaux résultats

Principaux résultats 2007

L'enquête sur les conventions collectives de travail en Suisse révèle l'existence au 1^{er} mai 2007 de 615 conventions collectives de travail (CCT) de base négociées par les partenaires sociaux. L'enquête recense également 76 contrats-type de travail (CTT), dont 6 au niveau national et 70 au niveau cantonal, ainsi que 17 recommandations. (Tableaux T1.1 à T1.3)

Les CCT (615) concernent aussi bien le secteur public^{*},¹ que privé et regroupent en 2007 près de 1'683'000 personnes salariées^{2, 3}, soit près de quatre emplois sur dix en Suisse⁴. Selon les types de documents, les CCT se décomposent en 209 CCT d'associations (1'378'800 personnes) couvrant la majorité des personnes salariées assujetties aux CCT (82%) et 406 CCT d'entreprises comptant 304'000 personnes (18%). (Graphique G1)

^{*} Cf. notes de bas de page (1–12), page 13

Indicateurs-clés

Conventions collectives de travail (CCT) et contrats-type de travail (CTT) en Suisse

Etat au 1^{er} mai 2007

	Nombre de CCT/CTT	Salarié(e)s assujetti(e)s
CCT¹	615	1 682 900
CCT d'associations	209	1 378 800
CCT d'entreprises ²	406	304 000
CCT au champ d'application étendu ³	62	588 200
CTT	76	*
National	6	*
Cantonal	70	*

¹ CCT d'associations et d'entreprises de base qui ne dépendent pas d'autres CCT; sans les CCT internes d'entreprise. Les CCT de base spécifiques au thème de la prévoyance professionnelle ou la retraite anticipée sont inclus dans le recensement. Il faut tenir compte du fait que ce type de CCT recoupe en partie ou totalement le champ d'application (employeurs, salariés) d'autres conventions en vigueur dans une même branche économique. (Tableau T1.3)

² Y compris les CCT d'administrations publiques.

³ CCT déclarées obligatoires par décision officielle pour tous les employeurs et tous les travailleurs d'un domaine donné (activité, profession et branche économique).

T1.1 Conventions collectives de travail (CCT) en Suisse selon le type, la taille et le secteur économique

Etat au 1^{er} mai 2007

	Conventions collectives de travail ¹ au total		Conventions collectives de travail ¹ avec salaires minimaux		Conventions collectives de travail ¹ au champ d'application étendu ^{2,3}	
	Nombre de CCT	Salarié(e)s assujetti(e)s	Nombre de CCT	Salarié(e)s assujetti(e)s	Nombre de CCT	Salarié(e)s assujetti(e)s
Total	615	1 682 900	494	1 243 300	62	588 200
Type de CCT						
CCT d'associations	209	1 378 800	177	963 800	62	588 200
CCT d'entreprises ⁴	406	304 000	317	279 500	0	0
Taille (Nombre de salarié(e)s assujetti(e)s)						
< 1 000	471	100 800	383	84 700	30	15 000
1 000 – 4 999	87	188 400	69	145 300	16	32 000
5 000 – 9 999	11	67 700	8	48 700	4	28 400
10 000 – 99 999	25	752 400	21	598 500	11	296 700
100 000 et plus	4	573 600	2	366 000	1	216 000
Sans indication	17	0	11		0	0
Secteur économique						
Secteur primaire	9	7 400	9	7 400	4	2 300
Secteur secondaire	266	537 800	194	311 100	40	258 800
Secteur tertiaire	332	819 900	286	726 900	18	327 000
Inclassables	8	317 700	5	197 900	0	

¹ CCT d'associations et d'entreprises de base qui ne dépendent pas d'autres CCT; sans les CCT internes d'entreprise.

Les CCT de base spécifiques au thème de la prévoyance professionnelle ou la retraite anticipée sont inclus dans le recensement. Il faut tenir compte du fait que ce type de CCT recoupe en partie ou totalement le champ d'application (employeurs, salariés) d'autres conventions en vigueur dans une même branche économique. (Tableau T1.3)

² CCT déclarée obligatoire par décision officielle pour tous les employeurs et tous les travailleurs d'un domaine donné (activité, profession et branche économique).

³ Au 1^{er} mai 2007, 3 conventions complémentaires à des CCT de base non étendues pour un total de 22'200 personnes salariées ont également fait l'objet d'une extension de leur champ d'application. Une liste complète des CCT au champ d'application étendu au 1^{er} mai 2007 est proposée au chapitre 5 de la publication.

⁴ Y compris les CCT d'administrations publiques.

T1.2 Contrats-type de travail (CTT) en Suisse

Etat au 1^{er} mai 2007

Contrats-types de travail ¹	Total	avec salaires minimaux
Total	76	32
Portée territoriale		
Nationale	6	0
Cantonale	70	32
Branche économique		
01 Agriculture	34	12
51 Intermédiaires du commerce et commerce de gros	1	1
52 Commerce de détail	5	5
60 Transports terrestres	2	2
74 Services aux entreprises	1	1
85 Santé, affaires vétérinaires et action sociale	4	0
95 Ménages avec personnel domestique	29	11

¹ CTT: Norme légale établie par l'Etat sur la base d'un consensus préalable d'associations patronales et de salariés.

T1.3 CCT spécifiques au thème de la prévoyance professionnelle et la retraite anticipée en Suisse, 2001–2007

(Cf. Note 2 de la publication, page 13)

	2007		2005		2003		2001	
	Nombre de CCT	Salarié(e)s assujetti(e)s						
Total^{1,2} (secteur secondaire)	4	82 200	6	119 800	2	13 100	1	1 500
dont CCT au champ d'application étendu ³	3	78 300	4	111 900	1	5 300	1	1 500

¹ Les CCT de base spécifiques au thème de la prévoyance professionnelle ou la retraite anticipée sont inclus dans l'enquête sur les CCT en Suisse.

² CCT de base: CCT qui ne dépendent pas d'autres CCT.

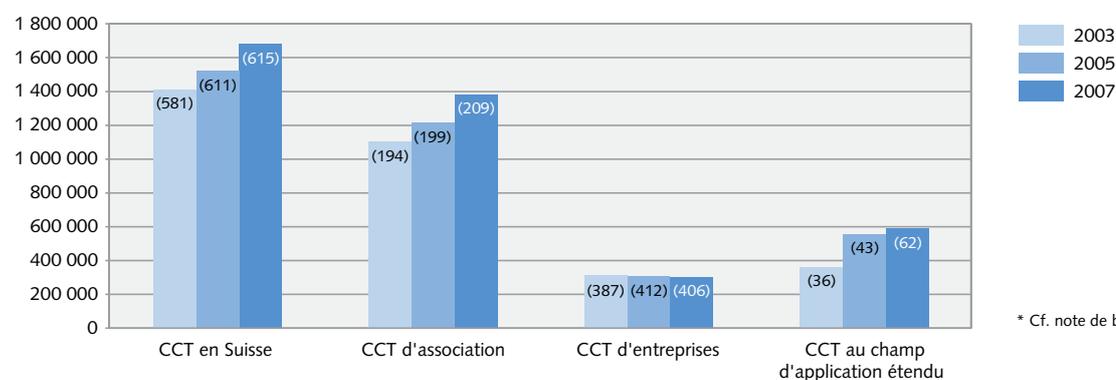
³ CCT déclarées obligatoires par décision officielle pour tous les employeurs et tous les travailleurs d'un domaine donné (activité, profession et branche économique).

En comparant les différents secteurs économiques (Graphique G2), on observe que la majorité des CCT recensées se trouvent dans le secteur tertiaire (services) avec 49% de salariés assujettis (332 CCT) et le secteur secondaire avec 32%² (266 CCT). Le secteur primaire compte moins de 1% des salariés assujettis avec 9 CCT en vigueur en 2007. Il faut tenir compte du fait que près de 318'000 travailleurs (19%) sont assujettis à des CCT (8) définies comme «inclassables», parce que leur champ d'application recouvre plusieurs secteurs et/ou branches économiques⁵.

Les CCT de petite envergure (jusqu'à 1000 personnes) représentent en nombre près des trois quarts des CCT en Suisse (471 CCT), mais ne couvrent que près de 6% des salariés assujettis. Le dernier quart (127 CCT), soit les CCT de 1000 personnes et plus, couvrent à elles seules 94% des salariés assujettis. Ces chiffres ne tiennent pas compte de 17 CCT pour lesquelles le nombre de salariés n'a pas pu être recensé. (Graphique G2)

Les CCT dont le champ d'application est étendu, soit les CCT déclarées applicables et obligatoires par décision officielle à tous les employeurs et travailleurs d'un

Personnes salariées assujetties aux CCT en Suisse, 2003–2007 (nombre de CCT)* G 1



* Cf. note de bas de page², page 13

© Office fédéral de la statistique (OFS)

domaine donné (activité, profession et branche économique) s'élève à 62 CCT de base (588'200 personnes) au 1^{er} mai 2007⁶. Par rapport aux résultats des enquêtes précédentes, on enregistre une importante augmentation de ce type de CCT² (Tableau T1.3) avec respectivement 43 CCT (555'300 personnes) en 2005 et 36 CCT (360'800 personnes) en 2003. (Graphique G1)

L'introduction de la libre circulation des personnes entre la Suisse et les pays membres de l'UE en 2002 a donné lieu à la mise en œuvre de mesures dites d'accompagnement en matière de surveillance du marché du travail. En juin 2004 puis en avril 2006, on assiste à l'entrée en vigueur puis au renforcement d'un certain nombre de mesures visant à contrôler en Suisse le respect des conditions minimales ou usuelles de travail et de salaire. Dans ce contexte, la présence ou non de salaires tarifaires ou salaires minimaux (cf. Définitions) fixés dans les CCT et les CTT est une thématique d'actualité. En 2007, l'ECS révèle que près des trois quarts (74%) des salariés assujettis aux CCT répertoriés en 2007 (1'243'300 salariés, 494 CCT) sont reliés à une CCT contenant des salaires minimaux (Tableau T1.1). Concernant les 76 contrats-type de travail (CTT) en vigueur en Suisse en 2007, un peu moins de la moitié (32) fixent des salaires minimaux au niveau cantonal. Les CTT nationaux ne proposent pas de salaires minimaux en 2007. (Tableau T1.2)

CCT et documents analogues en Suisse: 1994–2007

A la vue des graphiques G3 à G5 (1994–2007), on relève que le nombre de personnes assujetties à des CCT en Suisse est globalement en augmentation depuis 1996 (environ 465'900 personnes supplémentaires). Cette hausse est plus marquée concernant les travailleurs liés aux CCT d'entreprises pour lesquelles leur nombre à doublé entre 1994 et 2007 et passé de 150'000 à plus de 300'000 personnes. Elle touche plutôt les CCT de grande envergure (entre 10'000 et 100'000 personnes), ainsi que des CCT en vigueur dans le secteur des services.

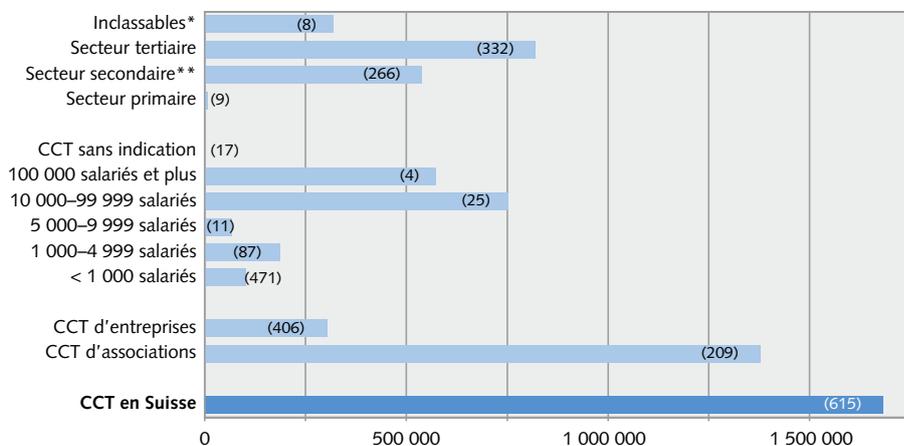
Plusieurs raisons à l'origine de cette progression du nombre des travailleurs répertoriés dans le cadre du recensement des CCT peuvent être mentionnées. Il convient de citer l'amélioration de la qualité des données accessibles, dans le cas notamment d'une CCT d'association de grande envergure (100'000 personnes). La disponibilité, pour la première fois en 2007, du nombre de salariés a entraîné une hausse importante entre 2005 et 2007 dans la catégorie des CCT «inclassables»⁵.

L'existence et l'augmentation de nouvelles formes de CCT de base, comme les conventions collectives de travail spécifiques au thème de la retraite anticipée et la

Personnes salariées assujetties aux CCT en Suisse en 2007

Selon le secteur économique, la taille et le type de CCT (nombre de CCT)

G 2

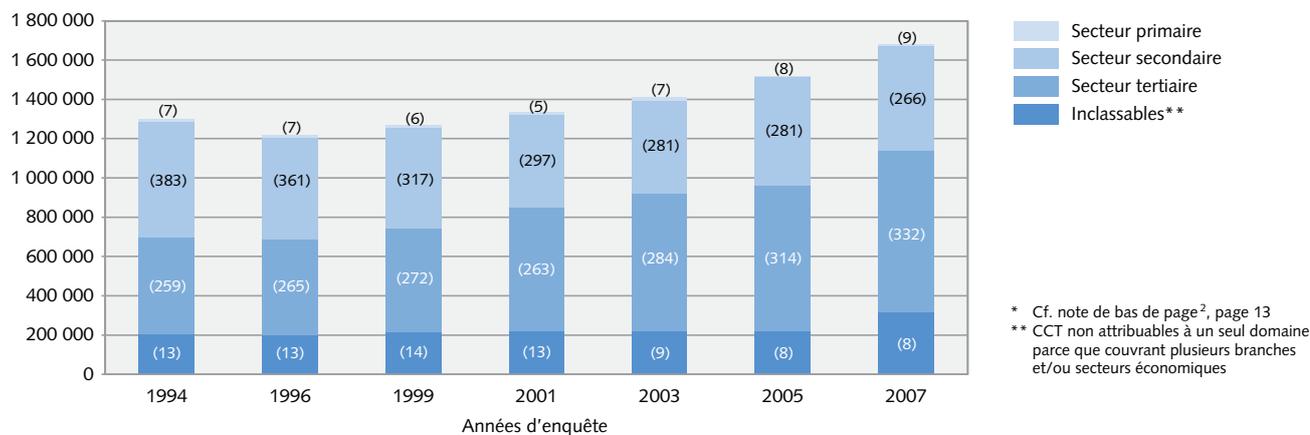


* CCT non attribuables à un seul domaine parce que couvrant plusieurs branches et/ou secteurs économiques

** Cf. note de bas de page², page 13

Personnes salariées assujetties aux CCT selon les secteurs économiques (nombre de CCT) 1994–2007*

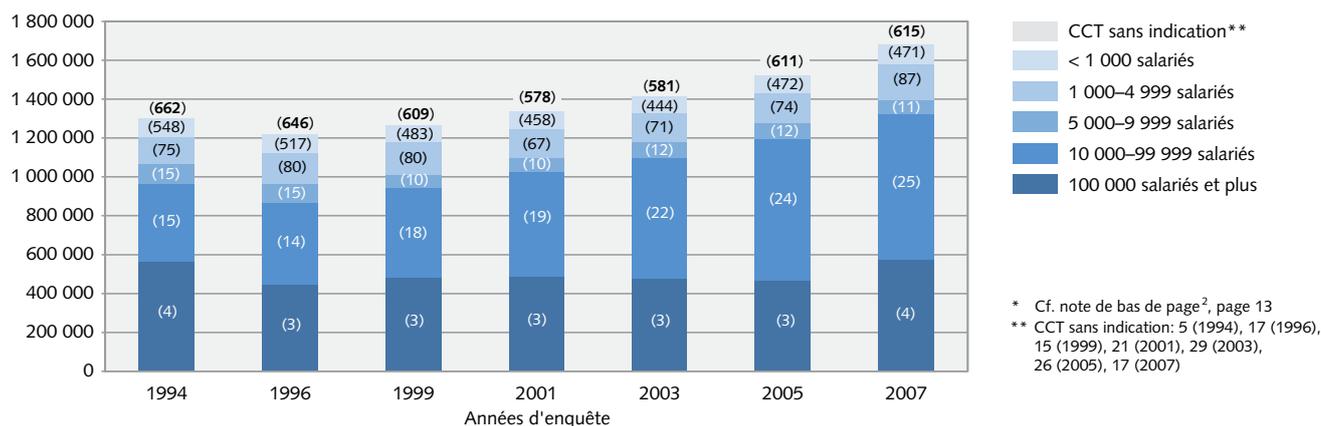
G 3



© Office fédéral de la statistique (OFS)

Personnes salariées assujetties aux CCT selon la taille (nombre de CCT) 1994–2007*

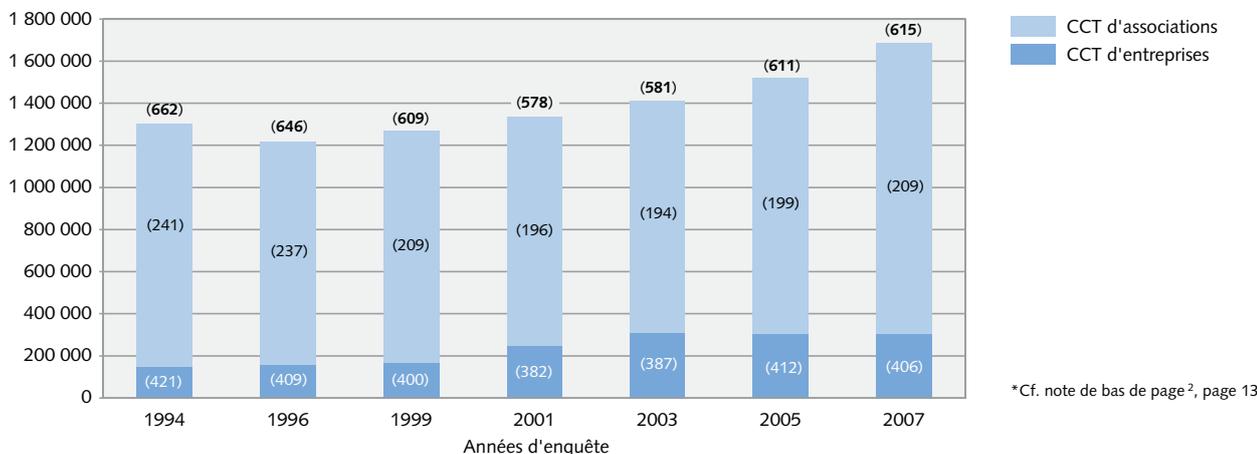
G 4



* Cf. note de bas de page², page 13
 ** CCT sans indication: 5 (1994), 17 (1996), 15 (1999), 21 (2001), 29 (2003), 26 (2005), 17 (2007)

Personnes salariées assujetties aux CCT d'associations et d'entreprises (nombre de CCT) 1994–2007*

G 5



*Cf. note de bas de page², page 13

© Office fédéral de la statistique (OFS)

prévoyance professionnelle² (Tableau T1.3), ou encore les CCT négociées dans le secteur public et parapublic¹ contribuent également à l'évolution croissante en Suisse du nombre de personnes salariées reliées à des CCT.

La mise en place en 2004 des mesures d'accompagnement en lien avec la libre circulation des personnes entre la Suisse et les pays de l'UE facilitent entre autres l'extension du champ d'application des CCT (cf. Définitions) ou encore l'adoption de CTT imposant des salaires minimaux obligatoires. Elles ne sont pas sans incidence sur la hausse des CCT au champ d'application étendu observable depuis 2005^{2, 6}. (Tableau T1.3 et Graphique G1)

Contrairement aux salariés, le nombre de CCT sur cette même période (1994–2007) n'est pas en hausse, et a globalement diminué. Cette observation concerne particulièrement les CCT de petite envergure (comptant moins de 1000 personnes), ainsi que les CCT dans le secteur secondaire (production). Malgré une légère hausse progressive à partir de 2003, le total des CCT en 2007 (615) reste toujours inférieur à celui qui avait été enregistré en 1994 (662). (Graphiques G3 à G5). Concernant les CTT en vigueur en Suisse (76 CTT en 2007), on ne relève pas d'évolution quant à leur nombre en comparaison avec 2001 (76), l'année de leur introduction dans le recensement.

1 Aspects méthodologiques

1.1 Objet de la statistique

L'Enquête sur les Conventions collectives de travail en Suisse (ECS) est réalisée tous les deux ans depuis 1994 par l'Office fédéral de la statistique (OFS). Elle porte sur la structure générale des *conventions collectives de travail* (CCT) (Cf. Définitions) en Suisse, ainsi que sur leur contenu.

Cette enquête inclut le recensement des CCT à proprement parler, mais aussi plus largement les *avenants*, les *annexes*, de même que les documents analogues aux CCT tels que les *recommandations*, ainsi que les *contrats-type de travail* (CTT) (Cf. Définitions).

L'ECS permet de dresser un répertoire exhaustif des CCT et CTT en Suisse. Elle constitue par ailleurs une base de données représentative pour analyser l'évolution des domaines conventionnés en Suisse et effectuer des exploitations statistiques relatives à la question des salaires et des conditions de travail. Les statistiques sur les accords salariaux et les salaires minimaux dans les domaines couverts par une CCT sont réalisées sur la base des principales CCT⁷ recensées dans le cadre de l'ECS.

Les archives et la banque de données de l'enquête représentent une source d'information publique et disponible, sous réserve des dispositions légales sur la protection des données.

1.2 Historique de la statistique

En Suisse, les conventions collectives de travail font l'objet d'un recensement depuis 1929⁸. Jusqu'au milieu des années 80, l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail (OFIAMT) a réalisé des enquêtes statistiques sur les CCT sur la base d'une participation bénévole des parties signataires des conventions.

En 1991, l'OFIAMT a lancé un nouveau projet de statistique exhaustive des CCT repris par l'OFS en 1995. D'abord annuelle (1991, 1992), cette enquête est devenue bisannuelle⁹.

1.3 Sources, récolte et traitement des données

L'ECS a pour but de faire tous les deux ans un état des lieux au 1^{er} mai des CCT et CTT en vigueur en Suisse dans les secteurs primaire, secondaire et tertiaire. L'enquête est réalisée par questionnaire écrit auprès des parties contractantes (premières signataires) d'une CCT, c'est-à-dire, les associations d'employeurs ou les entreprises d'une part et les syndicats ou les associations de salariés d'autre part. En ce qui concerne les CTT édictés au niveau fédéral ou cantonal, l'enquête est menée directement auprès des offices cantonaux du travail et du Seco. Les données sont répertoriées selon la Nomenclature générale des activités économiques de 1995 (NOGA).

Les *conventions d'association(s)* (cf. Définitions) sont des documents accessibles au public. En revanche, les *conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise* (cf. Définitions) contiennent des éléments soumis à la protection des données (Art. 18, alinéa 3 de la loi sur la statistique fédérale en lien avec l'art. 19 al. 1 let. b de la loi sur la protection des données). Pour les entreprises qui le souhaitent, l'anonymat est conservé et les informations sur les CCT sont publiées sous une forme agrégée.

L'ECS inclut les *conventions internes d'entreprise*. L'exhaustivité de leur recensement n'étant toutefois pas garantie, cette catégorie de CCT est exclue des exploitations statistiques sur les CCT en Suisse.

1.4 Publications sur les CCT en Suisse

Jusqu'en 1995, divers articles concernant la structure des CCT en Suisse (1992 1993, 1994) ainsi que les accords salariaux et les conditions de travail négociés dans le cadre des CCT ont été publiés par l'OFIAMT¹⁰. A partir de 1996, l'OFS diffuse les résultats de l'ECS. Il propose des publications régulières et des informations sur son site Internet relatives au paysage des CCT, des CCT étendues, des CTT en Suisse, mais aussi sur les accords salariaux et les salaires minimaux conclus dans les domaines couverts par les CCT.

le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) publie mensuellement¹¹ une mise à jour commentée des *CCT dont le champ d'application est étendu*¹² (Cf. Définitions).

¹ Employeurs fixant des salaires sur la base du droit public, administrations.

² Les CCT de base spécifiques au thème de la prévoyance professionnelle ou la retraite anticipée sont incluses dans le recensement. Il faut tenir compte du fait que ce type de CCT recoupe en partie ou totalement le champ d'application (employeurs, salariés) d'autres conventions en vigueur dans une même branche économique. (Tableau T1.3)

³ Répartition hommes/femmes: indicateur en révision.

⁴ Sources des données concernant les emplois: OFS, Statistique de l'emploi (STATEM), Recensement fédéral des entreprises (RE).

⁵ Les personnes salariées assujetties aux CCT définies «inclassables» se répartissent dans diverses activités des secteurs primaire, secondaire et tertiaire (personnel temporaire, employés de commerce, apprentis, etc.).

⁶ L'OFS ne prend en considération dans les exploitations statistiques que les *CCT de base* (cf. Définitions) ayant fait l'objet d'une extension, contrairement à la mise à jour commentée mensuellement des *CCT dont le champ est étendu* publiée par le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) dans laquelle figurent également les avenants aux CCT (cf. Définitions).

⁷ CCT présentant les plus fortes concentrations de personnes salariées assujetties (soit au moins 1500 personnes).

⁸ «Les contrats collectifs de travail en Suisse», in *La vie économique*, mars 1930.

⁹ Pour des raisons de réorganisation interne à L'OFS, l'ECS, initialement prévue en 1998, a été reportée et réalisée en 1999.

¹⁰ Le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) est le résultat de la fusion entre l'Office fédéral du développement économique et de l'emploi (OFDE) (anciennement OFIAMT) et l'Office fédéral des affaires économiques extérieures (OFAEE).

¹¹ Revue mensuelle *La vie économique*.

¹² Loi fédérale du 28 septembre 1956 permettant d'étendre le champ d'application de la convention collective de travail.

2 Définitions

Assujettis (salariés/employeurs) relevant d'une convention collective de travail

Est qualifiée d'assujettie toute personne physique ou morale, employeur ou salarié, qui est partie prenante de la convention collective de travail, soit parce qu'elle fait partie des personnes directement englobées par la CCT dans son domaine d'application, soit par déclaration d'adhésion (Cf. «Soumission»). L'un des facteurs essentiels qui caractérise une convention est le nombre de salariés qui lui sont assujettis.

Conformément à l'arrêt du Tribunal fédéral du 13 février 1997 (4C.264/1996), qui reprend un arrêt similaire datant de 1955, il est possible de constater qu'il existe quatre modes d'assujettissement à une CCT pour les salariés:

1. Faire partie du domaine d'application d'une convention et être membre de l'une des associations de salariés signataires;
2. Etre signataire, avec l'accord de son employeur, d'une déclaration individuelle de «soumission» à la CCT;
3. Etre collaborateur d'une entreprise signataire d'une déclaration d'adhésion et satisfaire au point 1 ci-dessus;
4. Faire partie du domaine d'application d'une convention étendue (obligatoire) par arrêté fédéral ou cantonal.

Pour le reste, les employeurs ne sont pas tenus d'appliquer spécifiquement les dispositions d'une CCT à un salarié non membre d'une association signataire de la convention. Et même si un salarié est réputé «couvert» par celle-ci, et que le champ d'application de la CCT mentionne explicitement que «tous» les travailleurs d'une entreprise, d'un métier, d'une branche ou d'un statut professionnel donnés sont assujettis à la convention en question, cela peut se pratiquer au bon vouloir de l'employeur.

Cet écart possible entre la théorie et la pratique au niveau du champ d'application d'une CCT explique l'existence de plusieurs façons de recenser les salariés

assujettis à une CCT. L'enquête de l'OFS effectue un recensement des salariés assujettis proche de la réalité et de l'application concrète des CCT, c'est-à-dire tous les salariés relevant d'une CCT sont recensés même s'ils ne sont pas membres d'une association signataire).

Avenant (ou convention complémentaire ou annexe conventionnelle)

Il peut s'agir d'une convention collective de travail régionale complémentaire à une CCT nationale (avenant régional). Il peut s'agir aussi d'une convention thématique annexe actualisant certains points d'une convention, tels les avenants salariaux, ou lui en ajoutant d'autres. Il peut s'agir enfin d'une extension de fait d'une CCT: des entreprises ou des associations non encore liées à la CCT signent une annexe où ils reconnaissent la convention et éventuellement lui ajoutent un point.

La validité de tout avenant dépend de sa CCT de référence, mais il a généralement ses propres échéances qui ne peuvent évidemment pas dépasser celles de la convention de référence (souvent les annexes ont des échéances plus courtes que les CCT auxquelles elles se rapportent).

Champ d'application étendu

Cf. «Extension du champ d'application d'une CCT»

Contenu d'une CCT

Le contenu d'une CCT est essentiel pour comprendre en quoi cette dernière représente un plus en matière de protection des salariés, ou au contraire, elle n'apporte rien ou peu par rapport aux normes légales (Loi sur le travail, Code des obligations etc.). Une convention peut contenir tout ce que les signataires sont d'accord d'y introduire, à condition de ne pas concéder, aux personnes morales et physiques qui en relèvent, moins de droits et de prérogatives que n'en contient la législation en général.

Etant élaborées par des parties contractantes qui se trouvent dans des contextes fort différenciés, les CCT sont déterminées par des facteurs de nature différente:

- le genre et la fréquence des relations entretenues par les contractants, «cultures» patronale et syndicale existant dans la branche, la profession, la région ou l'entreprise
- la composition nationale, régionale, syndicale et par sexe des salariés
- la conjoncture économique, etc...

De ce fait, le nombre de pages, la terminologie, les problèmes abordés, les niveaux de protection des salariés, l'application effective d'une convention varient considérablement d'une CCT à l'autre.

Cette hétérogénéité des conventions est amplifiée par un certain nombre de problèmes, dont nous pouvons attester l'existence mais dont nous ne mesurons pas l'importance:

- un procès-verbal de négociation, non explicitement annexé à la CCT, contient des indications essentielles concernant l'application d'un aspect de la CCT;
- des parties contractantes, employeurs ou salariés, ne connaissent pas l'existence de leur propre CCT ou n'en ont pas d'exemplaire à disposition; des salariés conventionnés ignorent l'existence de la convention qui les «couvre»;
- des parties contractantes ignorent si l'une des autres parties contractantes existe encore;
- des parties contractantes ne se sont plus rencontrées depuis des années, tandis que leur convention se renouvelle tacitement d'année en année;
- des CCT contiennent des dispositions en contradiction avec la législation;
- plus marginalement, il arrive que des CCT soient juridiquement en vigueur mais que, tombées en désuétude, elles n'aient plus d'assujettis.

Contrat-type de travail (CTT)

Il s'agit d'une norme légale par laquelle l'Etat (fédéral ou cantonal) peut réglementer la conclusion et l'objet de diverses sortes de contrat de travail dans une profession. Cette norme peut également concerner la question des conditions de travail comme par exemple la durée du travail ou les salaires. Le contrat-type de travail est édicté soit par le Conseil fédéral, lorsqu'il vaut sur plusieurs

cantons (ce cas couvre, à l'heure actuelle, principalement les secteurs social et de la santé) soit par les cantons, lorsqu'il ne s'applique qu'à un canton (ce cas touche, à l'heure actuelle, essentiellement l'agriculture et les services domestiques).

Le CTT, régi par les articles 359 à 362 du Code des obligations, est établi par l'autorité fédérale ou cantonale sur la base d'un consensus préalable des associations patronales et de salariés. Des accords, y compris oraux, peuvent déroger au contrat-type, à condition que cela se fasse avec l'assentiment des associations d'employeurs et de salariés. Ces deux dernières particularités font que le CTT constitue une protection relativement faible des travailleurs. Toutefois, leur existence n'exclut pas la conclusion d'autres contrats de travail, individuels ou collectifs.

Convention collective de travail (CCT)

Une CCT est un accord passé entre un ou plusieurs représentants patronaux (associations ou entreprises) et un ou plusieurs représentants des salariés (syndicats ou associations de salariés), dans lequel les parties contractantes fixent, de manière exhaustive ou partielle, le régime des salaires et les conditions de travail (Cf. «dispositions normatives»), ainsi que les relations entre les parties contractantes (Cf. «dispositions constitutives d'obligation»).

La CCT est régie par les articles 356 à 358 et 361, 362 du Code des obligations. Il n'existe pas d'éléments de contenu devant obligatoirement figurer dans une CCT. La seule contrainte consiste, en ligne générale, dans le fait qu'aucune disposition d'une CCT ne peut déroger aux textes légaux, si ce n'est à condition qu'elle le fasse en faveur des travailleurs.

Convention complémentaire

Cf. «avenant»

Convention d'association

Il s'agit d'une CCT signée, côté patronal, par une ou des associations et non par une entreprise en tant que telle.

Convention de base

On nomme convention de base soit une CCT qui fixe des aspects conventionnels fondamentaux et à laquelle se rattachent un ou plusieurs avenants (Cf. Définitions), soit une convention collective de travail n'ayant aucun avenant. La CCT de base délimite un domaine – économique,

professionnel ou territorial – englobant les personnes soumises à ce même accord et à ses avenants le cas échéant.

Convention d'entreprise

On nomme ainsi une CCT signée directement, du côté de l'employeur, par les représentants d'une ou de plusieurs entreprises ou d'un ou de plusieurs établissements (sans l'intermédiaire d'une association patronale). On la nomme, parfois, «convention interne d'entreprise», lorsqu'elle est signée, du côté des salariés, par une ou plusieurs associations ne regroupant que des travailleurs de l'entreprise ou de l'établissement concernés.

Convention collective de travail dont le champ d'application est étendu

CCT déclarée obligatoire dans un domaine donné par une décision officielle. Cf. «Extension du champ d'application d'une CCT».

Convention interne d'entreprise

Cf. «convention d'entreprise»

Déclaration de soumission

Cf. «soumission»

Dispositions constitutives d'obligations

Il s'agit des clauses qui, dans une CCT, règlent les relations entre les parties contractantes (négociations, paix du travail, modes et instances d'arbitrage des différends, organes de gestion des fonds paritaires, reconduction ou dénonciation de la CCT, etc.).

Dispositions normatives

Il s'agit des clauses d'une CCT qui fixent, au sens large, les rapports de travail, soit les conditions de travail et les salaires.

Parmi les questions qui font l'objet des dispositions normatives, on peut noter les thèmes suivants :

- salaire, 13^e mois de salaire, indemnités;
- versement du salaire en cas de maladie, maternité et pendant le service militaire;
- vacances;
- prescriptions relatives à la durée du travail;
- extension de la protection contre le licenciement.

Documents analogues aux CCT

Il existe des documents qui régissent les mêmes aspects que les CCT, mais sans avoir d'effet contraignant, par lesquels le ou les signataires conseillent à leurs pairs d'appliquer telle ou telle disposition. Ce sont, principalement, des accords passés avec des associations non habilitées à conclure des conventions collectives ou des recommandations qui peuvent être signées bilatéralement (employeurs, salariés) ou unilatéralement par la partie patronale.

Domaine conventionné

Domaine dans lequel une CCT de base et ses conventions complémentaires sont en vigueur. Un domaine conventionné consiste dans un seul ou une combinaison libre des quatre éléments suivants:

1. un territoire (pays, région, canton, zone, commune, entreprise ou établissement)
2. une branche économique, une ou plusieurs parties d'une branche économique, ou encore un regroupement de plusieurs branches économiques.
3. un statut professionnel, une profession ou un ensemble de professions
4. une association ou un ensemble d'associations.

Domaine territorial

Cf. «Portée territoriale»

Employeurs assujettis aux CCT

Cf. «assujettis»

Extension du champ d'application d'une CCT

A la demande de toutes les parties contractantes d'une CCT et selon la Loi fédérale du 28 septembre 1956 permettant d'étendre le champ d'application de la convention collective de travail, le Conseil fédéral (qui délègue partiellement ses pouvoirs aux cantons pour les CCT cantonales ou infra-cantonales) peut décider d'étendre le champ d'application d'une convention à tous les employeurs et à tous les travailleurs d'une activité, d'une profession ou d'une branche économique. Si d'autres conventions existent dans le domaine conventionnel ainsi étendu, le principe de la clause la plus favorable s'applique.

Les signataires d'une CCT qui va être étendue doivent représenter trois majorités: celle des employeurs du domaine étendu, celle des travailleurs du domaine étendu (cette deuxième majorité est sujette à dérogations). De même, les employeurs liés par la CCT doivent occuper la majorité de tous les travailleurs assujettis à la CCT si elle était étendue. Cette dernière disposition est destinée à empêcher que la majorité des employeurs ne provienne principalement de petites entreprises ou que la majorité des travailleurs ne résulte d'entreprises dans lesquelles une grande partie des salariés n'est, en fait, pas assujettie à la convention.

Partie contractante

Ces termes désignent chacun des signataires d'une CCT ou d'un avenant à celle-ci.

Il faut mentionner qu'il existe des cas d'avenants signés par des parties contractantes qui ne sont pas signataires de la CCT de base mais qui, par cette signature, reconnaissent la totalité de la CCT de base à laquelle se réfère l'avenant.

Portée territoriale

Territoire sur lequel une CCT est appliquée. La base de données de l'OFS distingue les catégories suivantes: Suisse, Suisse alémanique, Suisse romande, plusieurs cantons, un seul canton/ commune (s).

Signataire

Cf. «partie contractante»

Salaires minimaux

Salaires tarifaires négociés collectivement et inscrits dans la CCT, dans une annexe ou un avenant à celle-ci. Les salaires minimaux se comprennent comme salaires de base ou limites inférieures de classes de salaires. Ils sont donnés sous forme de salaires mensuels, horaires ou annuels bruts. Dans le cadre de l'ECS, les salaires fixés dans la CCT pour les apprenti(e)s sont pris en considération.

Salariés assujettis aux CCT

Cf. «assujettis»

Soumission (ou déclaration de soumission)

Au sens légal (Cf. art. 356b et c du Code des obligations), la soumission à une CCT consiste dans une déclaration écrite d'une entreprise ou d'une association d'employeur n'ayant pas signé la convention ou bien d'un salarié non assujetti à la CCT en question mais faisant partie du domaine potentiel de celle-ci. Le terme de déclaration d'adhésion est aussi utilisé. Cette déclaration ne peut s'établir qu'avec le consentement des parties contractantes de la CCT concernée. Le titre de signataire de la soumission implique le plein respect de celle-ci, mais ne donne pas qualité de partie contractante

3 Liste des conventions collectives de travail (CCT) en Suisse, 1^{er} mai 2007

3.1 Explications et légendes

Comment les CCT sont-elles classées?

Les conventions collectives de travail (CCT) en Suisse sont classées dans leur langue originale par branche économique d'après la Nomenclature générale des activités économiques (NOGA) de 1995. Un index présente les branches économiques apparaissant dans la liste au chapitre 3.2. Les CCT couvrant plusieurs branches économiques et non attribuables à un seul domaine sont regroupées sous la catégorie hors NOGA «Z Inclassables dans une branche économique».

Quels sont les types de CCT qui apparaissent dans la liste?

La liste présente les CCT dites «de base» (cf. Définitions). Il s'agit des CCT qui fixent des aspects conventionnels fondamentaux, et auxquels peuvent se rattacher un ou plusieurs avenants territoriaux, avenants d'entreprises ou

encore d'éventuelles *déclarations d'adhésion individuelles* d'employeurs à la CCT (cf. Définitions). Les annexes et les avenants salariaux de même portée territoriale que la CCT de base ne figurent pas dans la liste. En revanche, les *recommandations* (cf. Définitions) sont incluses dans le répertoire comme documents analogues aux CCT.

CCT d'association ou CCT d'entreprise?

Les CCT sont regroupées selon deux catégories: les *conventions d'association(s)* et les *conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise* (cf. Définitions). Les CCT d'entreprise(s)/internes d'entreprise bénéficiant de la protection des données sont regroupées sous la rubrique «Convention(s) d'entreprise(s) au bénéfice de la protection des données».

Comment se présente la liste des CCT?

La liste se présente selon le modèle ci-dessous:

Typ	Appellation Parties contractantes: côté employeurs et côté salarié(e)s	Entrée en vigueur	Salaires minimaux	Salarié(e)s assujéti(e)s
Branche économique				
Conventions d'association				
(C)	Convention collective de travail <i>Association patronale</i> Association de salarié(e)s	35431	Oui	15 500
(A)	Avenant à la convention collective de travail <i>Association patronale</i> Association de salarié(e)s	38353	Non	1 250
(R)	Recommandation <i>Association patronale</i> Association de salarié(e)s	35247	Oui	*
Conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise				
(C)	Convention collective de travail <i>Association patronale (nouv.: ...)</i> Association de salarié(e)s	35431	Oui	...
				Partenaire social qui a changé de nom, mais dont l'ancien figure encore sur le document en vigueur
Conventions d'entreprise(s) au bénéfice de la protection des données				4 100
X conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise				

Explication des signes: «...» sans indication; «*» non pertinent

C = Convention collective de travail de base
 A = Avenant à la convention collective de travail
 R = Recommandation

3.2 Index des branches économiques

NOGA	Secteur 1 – Agriculture et sylviculture	Page
01	Agriculture, chasse et services annexes	21
02	Sylviculture et services annexes	21
NOGA	Secteur 2 – Industrie et construction	Page
14	Autres industries extractives	22
15	Industries alimentaires et industries des boissons	22
16	Industrie du tabac	23
17	Industrie textile	23
18	Industrie de l'habillement et des fourrures	23
19	Industrie du cuir et de la chaussure	24
20	Travail du bois et fabrication d'articles en bois (sans les meubles)	24
21	Industrie du papier et du carton	25
22	Edition, impression, reproduction d'enregistrements	25
23	Cokéfaction; raffinage de pétrole; traitement de combustibles nucléaires	25
24	Industrie chimique	26
25	Fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	26
26	Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	26
27	Métallurgie	27
28	Travail des métaux (sans la fabrication de machines et d'équipements)	27
29	Fabrication de machines et d'équipements	29
30	Fabrication de machines de bureau, d'ordinateurs et d'autres équipements informatiques	29
31	Fabrication de machines et d'appareils électriques n.c.a	29
32	Fabrication d'équipements de radio, de télévision et de communication	29
33	Fabrication d'instruments médicaux et d'instruments de précision et d'optique; horlogerie	30
34	Industrie automobile	30
35	Fabrication d'autres moyens de transport	30
36	Fabrication de meubles, de bijoux, d'instruments de musique, d'articles de sport, de jouets; autres activités	31
37	Récupération et préparation au recyclage	31
40	Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'eau chaude	32
41	Captage et distribution d'eau	<i>Pas de CCT</i>
45	Construction	33
NOGA	Secteur 3 – Services	Page
50	Commerce et réparation de véhicules automobiles; commerce de détail de carburants	43
51	Commerce de gros et intermédiaires du commerce	45
52	Commerce de détail; réparation d'articles personnels et domestiques	46
55	Hôtellerie et restauration	49
60	Transports terrestres; transports par conduites	50
61	Transports par eau	51
62	Transports aériens	52
63	Services auxiliaires des transports; activités des agences de voyage	52

NOGA	Secteur 3 – Services (suite)	Page
64	Postes et télécommunications	53
65	Intermédiation financière	53
66	Assurances	54
67	Services auxiliaires des activités financières et des assurances	Pas de CCT
70	Activités immobilières	54
71	Location de machines et équipements sans opérateur	Pas de CCT
72	Activités informatiques	54
73	Recherche et développement	Pas de CCT
74	Autres services fournis aux entreprises	55
75	Administration publique; défense nationale; sécurité sociale	57
80	Enseignement	58
85	Santé et activités sociales	59
90	Assainissement, voirie et gestion des déchets	62
91	Activités associatives	63
92	Activités récréatives, culturelles et sportives	63
93	Services personnels	64
95	Services domestiques	Pas de CCT
99	Organisations et organismes extra-territoriaux	64

NOGA	Inclassables dans une branche économique	Page
Z	Inclassables dans une branche économique	65

Type	Appellation	Entrée en vigueur	Salaires minimaux	Salarié(e)s assujetti(e)s
	Parties contractantes: <i>côté employeurs</i> et <i>côté salarié(e)s</i>			
01 Agriculture, chasse et services annexes				
Conventions d'association				
C	Agriculture ct. VS <i>Chambre valaisanne d'agriculture</i> Syndicats chrétiens interprofessionnels du Valais Syna	01.01.2005	Oui	3 807
C	Entrepreneurs de parcs et jardins, pépiniéristes et arboriculteurs ct. GE <i>Association genevoise des entrepreneurs de parcs et jardins</i> SIB Syndicat industrie & bâtiment (nouv: Syndicat Unia) Syndicat interprofessionnel de travailleuses et travailleurs	01.01.1997	Oui	413
C	Gärtnergewerbe Kt. BS und Kt. BL <i>Gärtnermeisterverband beider Basel</i> Grüne Berufe Schweiz, Sektion Nordwestschweiz	01.01.2005	Oui	750
C	Giardinieri ct. TI <i>Associazione svizzera maestri giardinieri Ticino (ASMG)</i> Organizzazione cristiano sociale ticinese	01.01.2005	Oui	500
C	Horticulteurs ct. NE <i>Association des horticulteurs neuchâtelois</i> FCTA Fédération des travailleurs du commerce, des transports et de l'alimentation (nouv: Syndicat Unia)	01.07.2004	Oui	100
C	Paysagistes ct. VS <i>Association valaisanne des paysagistes</i> Syndicat chrétien du tertiaire du Valais (nouv: Syndicats chrétiens interprofessionnels)	01.01.2004	Oui	417
C	Paysagistes et entrepreneurs de jardins ct. VD <i>Association vaudoise des paysagistes et entrepreneurs des jardins</i> Syndicat Unia	01.01.2007	Oui	850
C	Travaux de la vigne ct. NE <i>Association des propriétaires de vignes du canton de Neuchâtel</i> Groupement des ouvriers agricoles et viticoles neuchâtelois	01.11.2005	Oui	250
02 Sylviculture et services annexes				
Conventions d'association				
C	Economie forestière valaisanne <i>Communauté des associations forestières régionales du Valais</i> <i>Association des forestiers bûcherons du Valais romand</i> <i>Oberwalliser Forstverein</i> <i>Union des forestiers du Bas-Valais</i> Syna Syndicats chrétiens interprofessionnels du Valais (nouv: Syna)	01.01.2004	Oui	320
R	Economie forestière, Suisse (Recommandation) <i>Association suisse des entrepreneurs forestiers</i> <i>Economie forestière suisse</i> Association suisse des forestiers	01.01.2006	Oui	*

C = Convention collective de travail de base
A = Avenant à la convention collective de travail
R = Recommandation

Explication des signes:
« ... » sans indication;
« * » non pertinent

Type	Appellation	Entrée en vigueur	Salaires minimaux	Salarié(e)s assujetti(e)s
	Parties contractantes: <i>côté employeurs</i> et <i>côté salarié(e)s</i>			
14 Autres industries extractives				
Conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise au bénéfice de la protection des données				
	2 conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise			118
15 Industries alimentaires et industries des boissons				
Conventions d'association				
C	Boulangerie-pâtisserie-confiserie artisanale suisse (personnel de production et de vente) <i>Association suisse des patrons boulangers-pâtisseries</i> <i>Union suisse des patrons pâtisseries-confiseurs</i> Association suisse du personnel de la boulangerie, pâtisserie et confiserie Syna FCTA Fédération des travailleurs du commerce, des transports et de l'alimentation (nouv: Syndicat Unia)	01.01.2001	Oui	6 500
A	Boulangerie, pâtisserie, confiserie (vente) ct. GE <i>Association des artisans boulangers-pâtisseries du canton de Genève</i> Syna Actions Unia (nouv: Syndicat Unia Genève) Association suisse du personnel de la boulangerie, pâtisserie et confiserie	01.01.2003	Oui	...
C	Brasseries, Suisse <i>Association des brasseries suisses (nouv: Union des brasseries suisses)</i> FCTA Fédération des travailleurs du commerce, des transports et de l'alimentation (nouv: Syndicat Unia)	01.01.2003	Oui	657
C	Industrie chocolatière suisse <i>CHOCOSUISSE</i> FCTA Fédération des travailleurs du commerce, des transports et de l'alimentation (nouv: Syndicat Unia) Syna	01.01.2003	Non	1 390
A	Kraft Foods Schweiz AG, Lohnregulativ <i>Kraft Jacobs Suchard (Schweiz) AG</i> VHTL Gewerkschaft Verkauf Handel Transport Lebensmittel (neu: Gewerkschaft Unia)	01.01.2005	Oui	158
Conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise				
C	Sources minérales Henniez SA, Henniez <i>Sources minérales Henniez SA</i> FCTA Fédération des travailleurs du commerce, des transports et de l'alimentation (nouv: Syndicat Unia)	01.01.2002	Non	140
C	Zuckerfabriken Aarberg und Frauenfeld AG <i>Zuckerfabriken Aarberg und Frauenfeld AG</i> Gewerkschaft Unia Kaufmännischer Verband Bern und Umgebung	01.10.2006	Non	263
Conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise au bénéfice de la protection des données				
	17 conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise			6 180

C = Convention collective de travail de base
A = Avenant à la convention collective de travail
R = Recommandation

Explication des signes:
« ... » sans indication;
« * » non pertinent

Type	Appellation	Entrée en vigueur	Salaires minimaux	Salarié(e)s assujetti(e)s
	Parties contractantes: <i>côté employeurs</i> et <i>côté salarié(e)s</i>			
16 Industrie du tabac				
Conventions d'association				
C	Herstellung von Zigarren Kt. AG und Kt. LU <i>Union Centralschweizerischer Cigarrenfabrikanten</i> VHTL Gewerkschaft Verkauf Handel Transport Lebensmittel (neu: Gewerkschaft Unia)	01.01.2002	Non	178
Conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise au bénéfice de la protection des données				
3 conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise				1 432
17 Industrie textile				
Conventions d'association				
C	Industrie textile et habillement suisse (Contrat-cadre) <i>Fédération Textile Suisse</i> Syndicat Unia Syna	01.01.2007	Oui	550
R	Industrie textile et habillement suisse (employés commerciaux et techniques) <i>Fédération Textile Suisse</i> Association suisse des cadres Société suisse des employés de commerce	01.07.1996	Non	*
Conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise au bénéfice de la protection des données				
4 conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise				331
18 Industrie de l'habillement et des fourrures				
Conventions d'association				
C	Industria dell'abbigliamento ct. TI <i>Associazione fabbricanti ramo abbigliamento del cantone Ticino</i> Organizzazione cristiano sociale ticinese Syna FLMO Sindacato dell'industria della costruzione e dei servizi (nuovo: Sindacato Unia)	01.01.2001	Oui	1 800
C	Artisanat suisse de la mode <i>Union suisse des métiers de la mode</i> Syna	01.12.2006	Oui	35
C	Métier de tailleur, Suisse <i>Association suisse des maîtres-tailleurs</i> <i>Associazione ticinese delle sartorie su misura</i> FTMH Syndicat de l'industrie, de la construction et des services (nouveau: Syndicat Unia) Fédération chrétienne du personnel de la chimie, du textile, de l'habillement et du papier (nouveau: Syna)	01.01.1993	Oui	95

C = Convention collective de travail de base
A = Avenant à la convention collective de travail
R = Recommandation

Explication des signes:
« ... » sans indication;
« * » non pertinent

Type	Appellation	Entrée en vigueur	Salaires minimaux	Salarié(e)s assujetti(e)s
	Parties contractantes: <i>côté employeurs</i> et <i>côté salarié(e)s</i>			
19 Industrie du cuir et de la chaussure				
Conventions d'association				
C	Cuir ct. GE <i>Association genevoise des fabricants d'articles en cuir</i> Syndicat interprofessionnel de travailleuses et travailleurs	01.01.2005	Oui	90
C	Cordonnerie et cordonnerie orthopédique, Suisse <i>Association pied et chaussure (ASMCOB)</i> FTMH Syndicat de l'industrie, de la construction et des services (nouveau: Syndicat Unia) Fédération chrétienne du personnel de la chimie, du textile, de l'habillement et du papier (nouveau: Syna)	01.04.1990	Oui	150
C	Industrie suisse des articles de voyages et en cuir <i>Association suisse des fabricants d'articles de voyage et de maroquinerie</i> Landesverband Freier Schweizer Arbeitnehmer (nouveau: Syna) Fédération chrétienne du personnel de la chimie, du textile, de l'habillement et du papier (nouveau: Syna) Verband der Bekleidungs-, Leder- und Ausrüstungsarbeitnehmer (nouveau: Syna)	01.01.1991	Oui	210
Conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise au bénéfice de la protection des données				
	1 convention d'entreprise/interne d'entreprise			57
20 Travail du bois et fabrication d'articles en bois (sans les meubles) (1/2)				
Conventions d'association				
C	Fabrication des articles en bois et métiers du tournage, Suisse <i>Association suisse des fabricants d'articles en bois</i> <i>Schweizerischer Drechslermeister-Verband</i> SIB Syndicat industrie & bâtiment (nouveau: Syndicat Unia) Syna	01.07.2000	Oui	328
C	Schreinergerber Deutschschweiz und Kt. TI <i>Verband Schweizerischer Schreinermeister und Möbelfabrikanten</i> Gewerkschaft Unia Syna	01.07.2005	Oui	15 251
A	Falegnamerie e fabbriche di mobili ct. TI <i>Associazione svizzera fabbricanti mobili e serramenti</i> Sindacato Unia Syna Organizzazione cristiano sociale ticinese	01.07.2005	Oui	729
C	Schreinergerber Kt. BL <i>Schreinermeister-Verband Baselland</i> GBI Gewerkschaft Bau und Industrie (nouveau: Gewerkschaft Unia) Syna	01.07.2004	Oui	551
C	Industrie suisse du bois <i>Industrie du bois suisse</i> SIB Syndicat industrie & bâtiment (nouveau: Syndicat Unia) Christlicher Holz- und Bauarbeiterverband der Schweiz (nouveau: Syna)	01.01.2002	Oui	3 500

C = Convention collective de travail de base
A = Avenant à la convention collective de travail
R = Recommandation

Explication des signes:
« ... » sans indication;
« * » non pertinent

Type	Appellation	Entrée en vigueur	Salaires minimaux	Salarié(e)s assujetti(e)s
	Parties contractantes: <i>côté employeurs</i> et <i>côté salarié(e)s</i>			
20 Travail du bois et fabrication d'articles en bois (sans les meubles) (2/2)				
Conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise au bénéfice de la protection des données				
	4 conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise			225
21 Industrie du papier et du carton				
Conventions d'association				
C	Industria dei cartonaggi ct. TI <i>Fabbriche di cartonaggi del cantone Ticino</i> Organizzazione cristiano sociale ticinese Sindacato del libro e della carta (nuovo: Comedia)	01.01.1995	Oui	148
C	Industrie suisse du papier et de la cellulose <i>Association patronale suisse des fabricants de papier</i> Schweiz. Papier- und Kartonarbeitnehmerverband SIB Syndicat industrie & bâtiment (nouv: Syndicat Unia) Syna	01.01.2003	Oui	2 168
Conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise au bénéfice de la protection des données				
	3 conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise			475
22 Edition, impression, reproduction d'enregistrements				
Conventions d'association				
C	Edition de journaux de la Suisse romande <i>PRESSE SUISSE, Association de la presse suisse romande</i> Impressum Les journalistes suisses	01.01.2007	Oui	1 575
C	Industrie graphique, Suisse <i>Association suisse pour la communication visuelle (VISCOM)</i> Comedia-Syndicat suisse des médias Syna	01.01.2005	Oui	24 000
Conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise au bénéfice de la protection des données				
	2 conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise			240
23 Cokéfaction; raffinage de pétrole; traitement de combustibles nucléaires				
Conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise au bénéfice de la protection des données				
	1 convention d'entreprise/interne d'entreprise			94

C = Convention collective de travail de base
A = Avenant à la convention collective de travail
R = Recommandation

Explication des signes:
« ... » sans indication;
« * » non pertinent

Type	Appellation	Entrée en vigueur	Salaires minimaux	Salarié(e)s assujetti(e)s
	Parties contractantes: <i>côté employeurs</i> et <i>côté salarié(e)s</i>			
24 Industrie chimique				
Conventions d'association				
C	Basler Pharma-, Chemie- und Dienstleistungsunternehmen <i>Arbeitgeberverband Basler Pharma-, Chemie- und Dienstleistungsunternehmen</i> GBI Nordwestschweiz (neu: Gewerkschaft Unia Nordwestschweiz) Syna SMUV Gewerkschaft Industrie, Gewerbe, Dienstleistungen (neu: Gewerkschaft Unia)	01.01.2002	Non	5 220
Conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise				
C	Nitrochemie Wimmis AG (NCW), Wimmis <i>Nitrochemie Wimmis AG</i> Syna	01.01.2005	Non	195
C	Siegfried Ltd, Zofingen <i>Siegfried Ltd</i> Gewerkschaft Unia	01.01.2007	Non	271
Conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise au bénéfice de la protection des données				
19 conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise				8 131
25 Fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques				
Conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise				
C	Forbo-Giubiasco SA, Giubiasco <i>Forbo-Giubiasco SA</i> Organizzazione cristiano sociale ticinese	01.01.2006	Oui	41
Conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise au bénéfice de la protection des données				
13 conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise				1 905
26 Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques (1/2)				
Conventions d'association				
C	Industrie suisse des produits en béton <i>SwissBeton Association pour les produits suisses en béton</i> <i>Union des fabricants de produits en béton de Suisse romande</i> SIB Syndicat industrie & bâtiment (nou: Syndicat Unia) Syna	01.01.2003	Oui	1 850
A	Préfabrication ct. GE <i>Entreprises de préfabrication ct. GE</i> Syna Syndicat Unia	01.01.2005	Oui	92
C	Bildhauer- und Steinmetzgewerbe Deutschschweiz <i>Verband Schweiz. Bildhauer- und Steinmetzmeister</i> GBI Gewerkschaft Bau und Industrie (neu: Gewerkschaft Unia)	01.04.2001	Oui	250

C = Convention collective de travail de base
A = Avenant à la convention collective de travail
R = Recommandation

Explication des signes:
« ... » sans indication;
« * » non pertinent

Type	Appellation	Entrée en vigueur	Salaires minimaux	Salarié(e)s assujetti(e)s
	Parties contractantes: <i>côté employeurs</i> et <i>côté salarié(e)s</i>			
26 Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques (2/2)				
Conventions d'association				
C	Marbriers-sculpteurs, tailleurs de pierre et carriers ct. NE <i>Association cantonale neuchâteloise des maîtres marbriers et sculpteurs</i> SIB Syndicat industrie & bâtiment (nouv: Syndicat Unia)	01.01.1992	Oui	15
C	Métiers de la pierre ct. VD <i>Association vaudoise des métiers de la pierre</i> SIB Syndicat industrie & bâtiment (nouv: Syndicat Unia)	01.01.2001	Oui	116
C	Industrie suisse du marbre et du granit <i>Association suisse de la pierre naturelle</i> SIB Syndicat industrie & bâtiment (nouv: Syndicat Unia) Syna	01.01.2002	Oui	841
C	Tuileries-Briqueteries, Suisse <i>Association suisse de l'industrie de la terre cuite</i> SIB Syndicat industrie & bâtiment (nouv: Syndicat Unia) Syna	01.01.2002	Oui	627
Conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise au bénéfice de la protection des données				
10 conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise				1 751
27 Métallurgie				
Conventions d'association				
C	Tuyauterie industrielle ct. VS <i>Association de la tuyauterie industrielle ct. VS</i> Syna Syndicats chrétiens interprofessionnels du Valais	01.01.2006	Oui	80
Conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise au bénéfice de la protection des données				
11 conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise				1 672
28 Travail des métaux (sans la fabrication de machines et d'équipements) (1/2)				
Conventions d'association				
C	Construction métallique ct. VS <i>Association valaisanne des entreprises de construction métallique</i> Syndicat Unia Syndicats chrétiens interprofessionnels du Valais	01.01.2007	Oui	1 137
C	Décolletage-Industrie Suisse <i>SWISS PRECISION Association suisse du décolletage</i> Syndicat Unia	01.01.2006	Non	1 000

C = Convention collective de travail de base
A = Avenant à la convention collective de travail
R = Recommandation

Explication des signes:
« ... » sans indication;
« * » non pertinent

Type	Appellation	Entrée en vigueur	Salaires minimaux	Salarié(e)s assujetti(e)s
	Parties contractantes: <i>côté employeurs</i> et <i>côté salarié(e)s</i>			
28 Travail des métaux (sans la fabrication de machines et d'équipements) (2/2)				
Conventions d'association				
C	Industrie métallurgique ct. NE <i>Syndicat patronal neuchâtelois de l'industrie métallurgique</i> FTMH Syndicat de l'industrie, de la construction et des services (nou: Syndicat Unia)	01.01.1963	Non	380
C	Metallbaugewerbe Kt. BL <i>Metall-Union Baselland</i> SMUV Gewerkschaft Industrie, Gewerbe, Dienstleistungen (neu: Gewerkschaft Unia)	01.01.2001	Oui	486
C	Serrurerie, construction métallique, machines agricoles et forges, Suisse <i>Union suisse du métal</i> Syndicat Unia Syna	01.01.2006	Oui	13 435
A	Metallgewerbe, Basel und Umgebung <i>Metallunion Basel und Umgebung</i> Gewerkschaft Unia Syna	01.01.2007	Non	177
C	Métal-Vaud ct. VD <i>Fédération vaudoise des entrepreneurs</i> FTMH Syndicat de l'industrie, de la construction et des services (nou: Syndicat Unia)	01.07.2004	Oui	721
C	Retraite anticipée dans la Métallurgie du bâtiment (CCRAMB) ct. GE <i>Association des maîtres ferblantiers et installateurs sanitaires du ct. GE</i> <i>Association des installateurs électriciens du ct. GE</i> <i>Association genevoise des entreprises de chauffage et de ventilation</i> <i>Métal Genève, Association genevoise de la construction métallique</i> <i>suissetec, section GE</i> <i>Syndicat patronal genevois de la construction métallique</i> <i>Union genevoise des installateurs électriciens</i> FTMH Syndicat de l'industrie, de la construction et des services (nou: Syndicat Unia)	01.07.2004	Non	3 586
C	Serrurerie et construction métallique ct. GE <i>Métal Genève, Association genevoise de la construction métallique</i> <i>Syndicat patronal genevois de la construction métallique</i> Syndicat Unia Syndicat Unia, région Genève	01.01.2007	Oui	482
Conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise				
C	G. Stauffer & Co. AG, Fulenbach <i>G. Stauffer & Co. AG</i> Hausverband	01.01.1988	Non	37
Conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise au bénéfice de la protection des données				
14 conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise				1 707

C = Convention collective de travail de base
A = Avenant à la convention collective de travail
R = Recommandation

Explication des signes:
« ... » sans indication;
« * » non pertinent

Type	Appellation	Entrée en vigueur	Salaires minimaux	Salarié(e)s assujetti(e)s
	Parties contractantes: <i>côté employeurs</i> et <i>côté salarié(e)s</i>			
29 Fabrication de machines et d'équipements				
Conventions d'association				
C	Industrie des machines, des équipements électriques et des métaux, Suisse <i>Association patronale suisse de l'industrie des machines (swissmem)</i> Syndicat Unia Employés Suisse Syna Association suisse des cadres Société suisse des employés de commerce	01.01.2006	Non	107 579
C	Mécatronique (UIG) – métallurgie d'usine ct. GE <i>Union industrielle genevoise</i> FTMH Syndicat de l'industrie, de la construction et des services (nouv: Syndicat Unia)	01.01.2005	Oui	3 316
Conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise				
C	MPS Micro Precision Systems, Bienne <i>MPS Micro Precision Systems AG</i> Gewerkschaft Unia	01.01.2005	Oui	192
Conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise au bénéfice de la protection des données				
13 conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise				1 392
30 Fabrication de machines de bureau, d'ordinateurs et d'autres équipements informatiques				
Conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise au bénéfice de la protection des données				
2 conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise				116
31 Fabrication de machines et d'appareils électriques n.c.a.				
Conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise au bénéfice de la protection des données				
7 conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise				866
32 Fabrication d'équipements de radio, de télévision et de communication				
Conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise au bénéfice de la protection des données				
3 conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise				261

C = Convention collective de travail de base
A = Avenant à la convention collective de travail
R = Recommandation

Explication des signes:
« ... » sans indication;
« * » non pertinent

Type	Appellation	Entrée en vigueur	Salaires minimaux	Salarié(e)s assujetti(e)s
------	-------------	-------------------	-------------------	---------------------------

Parties contractantes: *côté employeurs* et *côté salarié(e)s***33 Fabrication d'instruments médicaux et d'instruments de précision et d'optique; horlogerie****Conventions d'association**

C	Industries horlogère et microtechnique suisses - Syna <i>Convention patronale de l'industrie horlogère suisse</i> Syna	01.01.2007	Oui	300
C	Industries horlogère et microtechnique suisses - Syndicat Unia <i>Convention patronale de l'industrie horlogère suisse</i> Syndicat Unia	01.01.2007	Oui	37 000
C	Industries horlogère et microtechnique suisses (cadres techniques) <i>Convention patronale de l'industrie horlogère suisse</i> Association suisse des cadres	01.01.1994	Non	200
C	Industries horlogère et microtechnique suisses (empl. commerce) <i>Convention patronale de l'industrie horlogère suisse</i> Société suisse des employés de commerce	01.10.1991	Non	200
C	Uhren- und Mikrotechnik Deutsche Schweiz <i>Verband deutschschweizerischer Uhrenfabrikanten</i> Syna SMUV Gewerkschaft Industrie, Gewerbe, Dienstleistungen (neu: Gewerkschaft Unia)	01.01.2003	Non	1 517

Conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise au bénéfice de la protection des données**4 conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise** 403**34 Industrie automobile****Conventions d'association**

C	Carrosseriegewerbe Deutschschweiz (+ Kt. TI und Kt. GE) <i>Schweiz. Carrosserieverband</i> Gewerkschaft Unia Syna	01.01.2006	Oui	3 159
A	Carrosserie ct. GE, avenant <i>Union genevoise des carrossiers</i> Syndicat Unia	01.01.2007	Oui	300

35 Fabrication d'autres moyens de transport**Conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise au bénéfice de la protection des données****2 conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise** 1 320

C = Convention collective de travail de base
 A = Avenant à la convention collective de travail
 R = Recommandation

Explication des signes:
 « ... » sans indication;
 « * » non pertinent

Type	Appellation	Entrée en vigueur	Salaires minimaux	Salarié(e)s assujetti(e)s
	Parties contractantes: <i>côté employeurs</i> et <i>côté salarié(e)s</i>			
36 Fabrication de meubles, de bijoux, d'instruments de musique, d'articles de sport, de jouets; autres activités				
Conventions d'association				
C	Branche des pianos, Suisse <i>Schweizerischer Verband der Klavierhändler (nou: Suissemusic)</i> Association suisse des facteurs et accordeurs de pianos	01.06.1982	Oui	245
C	Industrie suisse du meuble <i>Association suisse de l'industrie de l'ameublement SEM</i> SIB Syndicat industrie & bâtiment (nou: Syndicat Unia) Syna	01.01.1999	Oui	1 418
C	Manufactures d'orgues, Suisse <i>Groupement suisse des facteurs d'orgues</i> Syna	01.01.2004	Oui	92
Conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise				
C	Cobar SA, Balerna <i>Cobar SA</i> Organizzazione cristiano sociale ticinese	01.01.2004	Oui	6
Conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise au bénéfice de la protection des données				
11 conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise				1 161
37 Récupération et préparation au recyclage				
Conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise au bénéfice de la protection des données				
2 conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise				44

C = Convention collective de travail de base
A = Avenant à la convention collective de travail
R = Recommandation

Explication des signes:
« ... » sans indication;
« * » non pertinent

Type	Appellation	Entrée en vigueur	Salaires minimaux	Salarié(e)s assujetti(e)s
	Parties contractantes: <i>côté employeurs</i> et <i>côté salarié(e)s</i>			
40 Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'eau chaude				
Conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise				
C	Energie Wasser Bern (ewb) <i>Energie Wasser Bern</i> SMUV Gewerkschaft Industrie, Gewerbe, Dienstleistungen (neu: Gewerkschaft Unia) Personalverband der Stadt Bern VPOD Schweizerischer Verband des Personals öffentlicher Dienste	01.01.2003	Oui	585
A	energiecheck bern ag <i>Energiecheck bern ag</i> SMUV Gewerkschaft Industrie, Gewerbe, Dienstleistungen (neu: Gewerkschaft Unia) Personalverband der Stadt Bern VPOD Schweizerischer Verband des Personals öffentlicher Dienste	01.07.2003	Non	9
C	Services industriels Montagnes neuchâtelaises <i>Services industriels des montagnes neuchâtelaises SIMONE SA</i> SSP Syndicat suisse des services publics FTMH Syndicat de l'industrie, de la construction et des services (nou: Syndicat Unia)	01.09.2003	Oui	166
C	Société électrique de la Vallée de Joux SA (SEVJ) <i>Société électrique de la Vallée de Joux SA</i> SSP Syndicat suisse des services publics	01.01.2002	Oui	44
Conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise au bénéfice de la protection des données				
19 conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise				4 536

C = Convention collective de travail de base
A = Avenant à la convention collective de travail
R = Recommandation

Explication des signes:
« ... » sans indication;
« * » non pertinent

Type	Appellation Parties contractantes: <i>côté employeurs</i> et <i>côté salarié(e)s</i>	Entrée en vigueur	Salaires minimaux	Salarié(e)s assujetti(e)s
45 Construction (1/11)				
Conventions d'association				
C	Anschlänergewerbe Zürich und Umgebung <i>Schreinermeisterverband Kt. ZH</i> GBI Gewerkschaft Bau und Industrie (neu: Gewerkschaft Unia)	01.04.2003	Oui	1 800
C	Ausbaugewerbe Kt. BL (Ausgabe 2007) <i>Wirtschaftskammer Baselland</i> Syna Gewerkschaft Unia Grüne Berufe Schweiz	01.06.2004	Non	3 404
C	Ausbaugewerbe Kt. BS <i>Malermeisterverband Basel-Stadt</i> <i>Basler Natursteinverband</i> <i>Dachdeckermeister-Verband Basel-Stadt</i> <i>Gewerbeverband Kanton Basel-Stadt</i> <i>Glasermeisterverband Basel</i> <i>parkettbasel</i> <i>Verband Basler Gussasphalt- und Abdichtungsunternehmen</i> <i>Verband schweiz. Bildhauer- u. Steinmetzmeister, Sektion BS und Umgebung</i> <i>Verband Schweizerischer Firmen für Linoleum- und Spezialboden -beläge, Ortsgruppe Basel</i> GBI Nordwestschweiz (neu: Gewerkschaft Unia Nordwestschweiz) Syna	01.04.2004	Oui	1 157
C	Secteur principal de la construction en Suisse (chefs de chantier) <i>Société suisse des entrepreneurs</i> <i>Fédération suisse des cadres de la construction (Cadres de la Construction Suisse)</i> Association suisse des cadres	01.01.1996	Non	3 500
C	Secteur principal de la construction en Suisse (personnel commercial) <i>Société suisse des entrepreneurs</i> Société suisse des employés de commerce	01.01.1996	Non	5 000
C	Secteur principal de la construction en Suisse (retraite anticipée) (CCT RA) <i>Société suisse des entrepreneurs</i> SIB Syndicat industrie & bâtiment (nou: Syndicat Unia) Syna	01.07.2003	Non	66 000
C	Secteur principal de la construction en Suisse, contremaîtres et chefs d'atelier (cadres-contremaîtres) <i>Société suisse des entrepreneurs</i> Fédération suisse des cadres de la construction (nou: Cadres de la construction Suisse) Association suisse des cadres	01.01.2002	Non	2 000

C = Convention collective de travail de base
A = Avenant à la convention collective de travail
R = Recommandation

Explication des signes:
« ... » sans indication;
« * » non pertinent

Type	Appellation	Entrée en vigueur	Salaires minimaux	Salarié(e)s assujetti(e)s
	Parties contractantes: <i>côté employeurs</i> et <i>côté salarié(e)s</i>			
45 Construction (2/11)				
Conventions d'association				
C	Secteur principal de la construction en Suisse, contremaîtres et chefs d'atelier (contremaîtres) <i>Société suisse des entrepreneurs</i> Syndicat Unia Syna	01.01.2007	Non	2 500
C	Secteur principal de la construction en Suisse (convention nationale) <i>Société suisse des entrepreneurs</i> Syndicat Unia Syna	01.01.2006	Oui	80 000
A	Bâtiment et génie civil ct. JU <i>Société suisse des entrepreneurs, section Jura</i> <i>Société suisse des entrepreneurs</i> Syna SIB Syndicat industrie & bâtiment (nouv: Syndicat Unia)	01.04.2003	Non	630
A	Bâtiment et génie civil ct. VS <i>Association valaisanne des entrepreneurs</i> <i>Société suisse des entrepreneurs</i> Syndicat Unia Syna Syndicats chrétiens interprofessionnels du Valais	01.01.2006	Non	8 402
A	Bâtiment et génie civil du Jura bernois, accord complémentaire <i>Société suisse des entrepreneurs, section Jura bernois</i> SIB Syndicat industrie & bâtiment (nouv: Syndicat Unia) Syna	01.01.2004	Non	565
A	Baugewerbe Kt. BL, BS sowie Bezirke Dorneck/Thierstein <i>Bauunternehmer Region Basel</i> Gewerkschaft Unia Syna	01.02.2006	Non	3 800
A	Baugewerbe Kt. SO ohne Dorneck und Thierstein <i>Baumeisterverband des Kantons Solothurn</i> Gewerkschaft Unia Syna	01.07.2006	Non	1 850
A	Construction et carrelage (CPPV) ct. VS <i>Association valaisanne des entrepreneurs</i> <i>Société suisse des entrepreneurs</i> SIB Syndicat industrie & bâtiment (nouv: Syndicat Unia) Syna Syndicats chrétiens interprofessionnels du Valais	01.01.2001	Non	8 721
A	Construction et génie civil ct. FR <i>Fédération fribourgeoise des entrepreneurs</i> <i>Société suisse des entrepreneurs</i> SIB Syndicat industrie & bâtiment (nouv: Syndicat Unia) Fédération chrétienne des travailleurs de la construction (nouv: Syna)	01.07.1998	Non	3 000

C = Convention collective de travail de base

A = Avenant à la convention collective de travail

R = Recommandation

Explication des signes:

« ... » sans indication;

« * » non pertinent

Type	Appellation	Entrée en vigueur	Salaires minimaux	Salarié(e)s assujetti(e)s
Parties contractantes: <i>côté employeurs</i> et <i>côté salarié(e)s</i>				
45 Construction (3/11)				
Conventions d'association				
A	Carrelages et revêtements ct. FR (convention complémentaire) <i>Groupement fribourgeois des carreleurs</i> <i>Fédération fribourgeoise des entrepreneurs</i> <i>Société suisse des entrepreneurs</i> SIB Syndicat industrie & bâtiment (nouveau: Syndicat Unia) Fédération chrétienne des travailleurs de la construction (nouveau: Syna)	01.07.1998	Non	185
A	Construction et génie civil ct. GE <i>Société suisse des entrepreneurs</i> <i>Groupement genevois d'entreprises</i> Syndicat Unia Syna Syndicat interprofessionnel de travailleuses et travailleurs	01.01.2006	Non	3 100
A	Edilizia principale ct. TI <i>Società Svizzera degli impresari-costruttori</i> Sindacato Unia Syna Organizzazione cristiano sociale ticinese	01.01.2006	Non	6 879
A	Granito e pietra naturale ct. TI <i>Associazione industrie dei graniti marmi e pietre naturali del Ticino</i> Organizzazione cristiano sociale ticinese Sindacato Unia	01.01.2007	Oui	338
A	Industrie du bâtiment et génie civil ct. NE <i>Fédération neuchâteloise des entrepreneurs</i> SIB Syndicat industrie & bâtiment (nouveau: Syndicat Unia)	01.07.1998	Non	1 000
A	Maçonnerie et génie civil ct. VD <i>Fédération vaudoise des entrepreneurs</i> <i>Groupe vaudois des entreprises de maçonnerie en bâtiment et de génie civil</i> <i>Société suisse des entrepreneurs</i> Syndicat Unia Syna	01.02.2006	Non	6 113
A	Pavimentazioni stradali ct. TI <i>Associazione ticinese fra le imprese di pavimentazioni stradali</i> Sindacato Unia Organizzazione cristiano sociale ticinese	01.01.2006	Oui	577
A	Steinhauergewerbe Bern und Umgebung <i>Fachgruppe Steinhauermeister Bern</i> Steinhauerfachverein Bern und Umgebung	01.02.2006	Non	70
C	Carrelage ct. VS <i>Association valaisanne des entreprises de carrelage</i> Syndicat Unia Syna Syndicats chrétiens interprofessionnels du Valais (nouveau: Syna)	01.01.2007	Oui	364

C = Convention collective de travail de base
A = Avenant à la convention collective de travail
R = Recommandation

Explication des signes:
« ... » sans indication;
« * » non pertinent

Type	Appellation	Entrée en vigueur	Salaires minimaux	Salarié(e)s assujetti(e)s
	Parties contractantes: <i>côté employeurs</i> et <i>côté salarié(e)s</i>			
45 Construction (4/11)				
Conventions d'association				
C	Chauffage, ventilation et climatisation ct. VS <i>Association valaisanne des entreprises de chauffage, climatisation et ventilation</i> Syna FTMH Syndicat de l'industrie, de la construction et des services (nouv: Syndicat Unia)	01.01.2002	Oui	240
C	Chauffage, ventilation, climatisation, isolation ct. GE <i>Association genevoise des entreprises de chauffage et de ventilation</i> <i>suissetec, section GE</i> Syndicat Unia Syndicat Unia, région Genève	01.01.2007	Oui	862
C	Construction et carrelage (CCT RETABAT, préretraite) ct. VS <i>Association valaisanne des entrepreneurs</i> <i>Association valaisanne des entreprises de carrelage</i> Syna SIB Syndicat industrie & bâtiment (nouv: Syndicat Unia) Syndicats chrétiens interprofessionnels du Valais	01.07.2000	Non	8 721
C	Dach- und Wandgewerbe Kt. BL <i>Verband Dach und Wand Baselland</i> SMUV Gewerkschaft Industrie, Gewerbe, Dienstleistungen (neu: Gewerkschaft Unia) GBI Gewerkschaft Bau und Industrie (neu: Gewerkschaft Unia)	01.01.2004	Oui	196
C	Branche suisse de l'installation électrique et de l'installation de télécommunication (sans ct. GE) <i>Union suisse des installateurs-électriciens</i> FTMH Syndicat de l'industrie, de la construction et des services (nouv: Syndicat Unia) Syna	01.01.2005	Oui	14 000
A	Elektro- und Telekommunikations-Installationsgewerbe Kt. BL <i>Verband Basellandschaftlicher Elektro-Installationsfirmen</i> Gewerkschaft Unia Syna	01.01.2005	Non	362
A	Elektro- und Telekommunikations-Installationsgewerbe Kt. BS <i>Verband Basler Elektro-Installationsfirmen</i> Gewerkschaft Unia Syna	01.01.2007	Non	2 400
A	Elektro- und Telekommunikations-Installationsgewerbe Kt. SO <i>Verband kantonale solothurnischer Elektro-Installationsfirmen</i> Gewerkschaft Unia	01.01.2007	Non	...
A	Elektro-Installationsgewerbe Kt. BE und JU <i>Kantonalbernerischer Verband der Elektro-Installationsfirmen</i> <i>Association jurassienne des installateurs-électriciens</i> Gewerkschaft Unia	01.01.2006	Non	1 100

C = Convention collective de travail de base

A = Avenant à la convention collective de travail

R = Recommandation

Explication des signes:

« ... » sans indication;

« * » non pertinent

Type	Appellation	Entrée en vigueur	Salaires minimaux	Salarié(e)s assujetti(e)s
Parties contractantes: <i>côté employeurs</i> et <i>côté salarié(e)s</i>				
45 Construction (5/11)				
Conventions d'association				
A	Elektro-Installationsgewerbe Kt. SG, AI, AR <i>Verband Elektro-Installationsfirmen von SG, AI und AR</i> Syna SMUV Gewerkschaft Industrie, Gewerbe, Dienstleistungen (neu: Gewerkschaft Unia)	01.01.2005	Non	...
A	Elektro-Installationsgewerbe Kt. TG <i>Verband Thurgau Elektro-Installationsfirmen</i> SMUV Gewerkschaft Industrie, Gewerbe, Dienstleistungen (neu: Gewerkschaft Unia) Syna	01.01.2005	Non	504
A	Elektro-Installationsgewerbe Kt. ZH <i>Kantonalverband Zürcher Elektro-Installationsfirmen</i> Gewerkschaft Unia	01.01.2006	Non	3 036
A	Installateurs-électriciens ct. VD (dispositions complémentaires) <i>Association cantonale vaudoise des installateur-sélectriciens</i> Syndicat Unia	01.01.2006	Non	900
A	Installateurs-électriciens et monteurs de lignes ct. VS <i>Association valaisanne des installateurs-électriciens</i> FTMH Syndicat de l'industrie, de la construction et des services (nou: Syndicat Unia) Syna	01.01.2003	Oui	935
A	Installazioni elettriche ct. TI <i>Associazione installatori ellettrici ticinesi</i> Syna Organizzazione cristiano sociale ticinese Sindacato Unia	01.01.2005	Oui	1 278
C	Ferblanterie, couverture et installation sanitaire ct. VD <i>Fédération vaudoise des maîtres ferblantiers, appareilleurs et couvreurs</i> Syndicat Unia	01.01.2007	Oui	855
C	Ferblantiers, couvreurs et appareilleurs ct. VS <i>Association des maîtres ferblantiers-appareilleurs du Bas-Valais</i> <i>Oberwalliser Spenglermeister- und Installateurverband</i> <i>Verband der dipl. Sanitärinstallateure und Spenglermeister Wallis</i> FTMH Syndicat de l'industrie, de la construction et des services (nou: Syndicat Unia) Syndicats chrétiens interprofessionnels du Valais	01.01.2002	Oui	1 195
C	Branche des techniques du bâtiment, Suisse <i>Association suisse et liechtensteinoise de la technique du bâtiment (suissetec)</i> FTMH Syndicat de l'industrie, de la construction et des services (nou: Syndicat Unia) Syna	01.01.2004	Oui	13 295
A	Gebäudetechnikbranche Kt. SG, AI, AR <i>suissetec St. Gallen</i> <i>Gebäudetechnikverband Sargans Werdenberg und Liechtenstein</i> <i>suissetec Appenzellischer Gebäudetechnikverband</i> Gewerkschaft Unia Syna	01.01.2005	Non	1 200

C = Convention collective de travail de base
A = Avenant à la convention collective de travail
R = Recommandation

Explication des signes:
« ... » sans indication;
« * » non pertinent

Type	Appellation	Entrée en vigueur	Salaires minimaux	Salarié(e)s assujetti(e)s
	Parties contractantes: <i>côté employeurs</i> et <i>côté salarié(e)s</i>			
45 Construction (6/11)				
Conventions d'association				
A	Gebäudetechnikbranche Kt. TG <i>Gebäudetechnikverband Thurgau</i> Gewerkschaft Unia Syna	01.01.2007	Non	650
A	Gebäudetechnikbranche Nordwestschweiz <i>suissetec Nordwestschweiz</i> Syna Gewerkschaft Unia	01.01.2007	Non	1 420
A	Gebäudetechnikbranche Stadt Zürich und Umgebung <i>Sanitär-Verband Zürich (neu: suissetec Zürich)</i> <i>Clima Suisse, Sektion Zürich und Umgebung</i> <i>Haustechnikverband Zürcher Oberland</i> <i>Haustechnikverband Winterthur und Umgebung</i> <i>SIV Zürcher Unterland</i> <i>SIV Zürichsee linkes Ufer</i> <i>Spenglermeister- und Installateur-Verband Affoltern/Amt</i> <i>Spenglermeister- und Installateur-Verband von Zürich und Umgebung</i> SMUV Gewerkschaft Industrie, Gewerbe, Dienstleistungen (neu: Gewerkschaft Unia)	01.07.2000	Non	2 173
A	Tecnica della costruzione ct. TI <i>suissetec, sezione Ticino</i> FLMO Sindacato dell'industria della costruzione e dei servizi (nuovo: Sindacato Unia) Organizzazione cristiano sociale ticinese	01.01.2004	Non	1 600
C	Echafaudeurs, Suisse <i>Société des entrepreneurs suisse en échafaudages</i> Syndicat Unia Syna	01.04.2005	Oui	1 300
C	Gesso e intonacatura ct. TI <i>Associazione ticinese mastri gessatori e plafonatori</i> SEI Sindacato edilizia e industria (nuovo: Sindacato Unia) Organizzazione cristiano sociale ticinese	01.01.2001	Oui	645
C	Systèmes de plafonds et d'aménagements intérieurs, Suisse <i>Verband Schweizerischer Unternehmen für Decken- und Innenausbausysteme</i> Syndicat Unia	01.09.2005	Oui	850
C	Gipsergewerbe Kt. BL <i>Gipsermeisterverband Baselland</i> GBI Gewerkschaft Bau und Industrie (neu: Gewerkschaft Unia)	01.04.2002	Oui	330
C	Gipsergewerbe Kt. BS <i>Gipsermeisterverband Basel-Stadt</i> GBI Gewerkschaft Bau und Industrie (neu: Gewerkschaft Unia)	01.01.2005	Oui	325

C = Convention collective de travail de base
A = Avenant à la convention collective de travail
R = Recommandation

Explication des signes:
« ... » sans indication;
« * » non pertinent

Type	Appellation	Entrée en vigueur	Salaires minimaux	Salarié(e)s assujetti(e)s
	Parties contractantes: <i>côté employeurs</i> et <i>côté salarié(e)s</i>			
45 Construction (7/11)				
Conventions d'association				
C	Gipsergewerbe Zürich und Umgebung <i>Gipsermeisterverband Zürich und Umgebung</i> GBI Gewerkschaft Bau und Industrie (neu: Gewerkschaft Unia)	01.04.2001	Oui	480
C	Glasermeister Stadt Bern <i>Verband Stadtbernischer Glasermeister</i> GBI Gewerkschaft Bau und Industrie (neu: Gewerkschaft Unia)	01.01.1994	Oui	60
C	Construction de voies ferrées, Suisse <i>Association suisse des entrepreneurs de construction de voies ferrées</i> <i>Société suisse des entrepreneurs</i> Syndicat Unia Syna	01.04.2006	Oui	950
C	Branche des poêliers et carreleurs, Suisse <i>Société suisse des entrepreneurs poêliers et carreleurs</i> SIB Syndicat industrie & bâtiment (nou: Syndicat Unia) Syna	01.01.2000	Oui	650
C	Branche de la décoration d'intérieur, de la sellerie, et du mobilier, Suisse <i>Interieursuisse Association suisse des maisons d'aménagement intérieurs et des selliers</i> Syndicat Unia Syna	01.01.2005	Oui	6 000
C	Installateurs de chauffage, climatisation et ventilation ct. VD <i>Association vaudoise des installateurs de chauffage et ventilation</i> Syndicat Unia	01.01.2007	Oui	333
C	Secteur suisse de l'isolation <i>Association suisse des entreprises d'isolation</i> FTMH Syndicat de l'industrie, de la construction et des services (nou: Syndicat Unia)	01.01.2003	Oui	841
A	Isoliergewerbe Kt. BS <i>Verband Basler Isolierfirmen</i> <i>Verband Schweizerischer Isolierfirmen</i> Gewerkschaft Unia	01.01.2007	Non	202
A	Isoliergewerbe Kt. LU <i>Verband Zentralschweizerischer Isolierunternehmungen</i> SMUV Gewerkschaft Industrie, Gewerbe, Dienstleistungen (neu: Gewerkschaft Unia)	01.01.2003	Non	...
C	Industrie de la peinture et de la plâtrerie (supra-cantonal) <i>Association suisse des entreprises en plâtrerie-peinture</i> Syndicat Unia Syna	01.05.2007	Oui	11 346
A	Pittura ct. TI <i>Associazione svizzera imprenditori pittori, sezione Ticino</i> Organizzazione cristiano sociale ticinese Federazione cristiana dei lavoratori della costruzione (nuovo: Syna) SEI Sindacato edilizia e industria (nuovo: Sindacato Unia)	01.04.2000	Oui	903

C = Convention collective de travail de base
A = Avenant à la convention collective de travail
R = Recommandation

Explication des signes:
« ... » sans indication;
« * » non pertinent

Type	Appellation	Entrée en vigueur	Salaires minimaux	Salarié(e)s assujetti(e)s
	Parties contractantes: <i>côté employeurs</i> et <i>côté salarié(e)s</i>			
45 Construction (8/11)				
Conventions d'association				
C	Malergewerbe Kt. BL <i>Malermesterverband Kanton Baselland</i> GBI Gewerkschaft Bau und Industrie (neu: Gewerkschaft Unia) Syna	01.04.2004	Oui	366
C	Métier de ferblantier et installateur sanitaire ct. GE <i>Association des maîtres ferblantiers et installateurs sanitaires du ct. GE</i> <i>suissetec, section GE</i> Syndicat Unia	01.01.2007	Oui	872
C	Métier de monteur électricien ct. GE <i>Association des installateurs-électriciens du ct. GE</i> <i>Union genevoise des installateurs-électriciens</i> Syndicat Unia Syndicat Unia, région Genève	01.01.2007	Oui	1 370
C	Métiers de l'artisanat du bâtiment (régime de préretraite RETAVAL) ct. VS <i>Association valaisanne des maîtres plâtriers-peintres</i> <i>Association valaisanne des entreprises de menuis., ébenist., charp., vitr. et fabrique de meubles</i> <i>Association valaisanne des entreprises de chauffage, climatisation et ventilation</i> <i>Association des maîtres ferblantiers-appareilleurs du Bas-Valais</i> <i>Oberwalliser Spenglermeister- und Installateurverband</i> <i>Verband der dipl. Sanitärinstallateure und Spenglermeister Wallis</i> SIB Syndicat industrie & bâtiment (nou: Syndicat Unia) Syndicat chrétien de l'industrie, de l'artisanat et des services (neu: Syna) Fédération chrétienne des travailleurs de la construction (neu: Syna) FTMH Syndicat de l'industrie, de la construction et des services (nou: Syndicat Unia)	01.01.1998	Oui	3 931
C	Métiers du bâtiment (second oeuvre) ct. GE <i>Groupement genevois d'entreprises, du bâtiment et du génie civil, second-oeuvre</i> <i>Association des maîtres vitriers, miroitiers, encadreurs et storistes ct. GE (AMV)</i> <i>Association genevoise des entrepreneurs de charpente, menuiserie ébénisterie et parqueterie</i> <i>Association genevoise des décorateurs d'intérieur et courtepoinrières (AGDI)</i> <i>Association genevoise des entrepreneurs de revêtements d'intérieurs</i> <i>Chambre syndicale des entreprises de gypserie, peint. et décor. GE</i> <i>Chambre genevoise de l'étanchéité et des toitures (CGE)</i> <i>Chambre syndicale genevoise des métiers du bois (SCB)</i> <i>Association suisse toitures et façades</i> <i>Union genevoise des marbriers (UGM)</i> Syndicat Unia (ancien: SIB, section Genève) Syna Syndicat interprofessionnel de travailleuses et travailleurs	01.01.2004	Oui	2 500

C = Convention collective de travail de base
A = Avenant à la convention collective de travail
R = Recommandation

Explication des signes:
« ... » sans indication;
« * » non pertinent

Type	Appellation	Entrée en vigueur	Salaires minimaux	Salarié(e)s assujetti(e)s
	Parties contractantes: <i>côté employeurs</i> et <i>côté salarié(e)s</i>			
45 Construction (9/11)				
Conventions d'association				
C	Plattenlegergewerbe Kt. BS und Kt. BL <i>Verband der Plattenlegerfirmen beider Basel</i> GBI Gewerkschaft Bau und Industrie (neu: Gewerkschaft Unia)	01.07.2004	Oui	235
C	Plattenlegergewerbe Zentralschweiz, Kt. BE, ZH, AG (Bezirk Baden) <i>Verband Zentralschweizerischer Plattenlegerfirmen</i> <i>Verband der Plattenlegermeister Region Zürich</i> <i>Verband Schweizer Plattenleger, Sektion Bern</i> GBI Gewerkschaft Bau und Industrie (neu: Gewerkschaft Unia)	01.06.2004	Oui	1 775
C	Plattenlegergewerbe, Kt. SO und Kt. AG (ohne Bezirk Baden) <i>Verband Schweizer Plattenleger, Sektion Aargau und Solothurn</i> Gewerkschaft Unia	01.11.2006	Oui	296
C	Posa delle piastrelle e mosaici ct. TI <i>Associazione ticinese impresari piastrellisti</i> SEI Sindacato edilizia e industria (nuovo: Sindacato Unia) Organizzazione cristiano sociale ticinese	01.01.2001	Oui	385
C	Posa pavimenti ct. TI <i>Associazione ticinese pavimenti</i> SEI Sindacato edilizia e industria (nuovo: Sindacato Unia) Organizzazione cristiano sociale ticinese	01.01.2001	Oui	139
C	Rolladen- und Storengeschäfte, Nordwestschweiz <i>Verband Basler Rolladen- und Storengeschäfte</i> SMUV Gewerkschaft Industrie, Gewerbe, Dienstleistungen (neu: Gewerkschaft Unia)	01.07.2002	Oui	80
C	Branche suisse des toitures et façades <i>Association suisse toitures et façades</i> FTMH Syndicat de l'industrie, de la construction et des services (nou: Syndicat Unia) SIB Syndicat industrie & bâtiment (nou: Syndicat Unia) Syna	01.01.2004	Oui	2 904
A	Schweizerisches Dach- und Wandgewerbe, Stadt ZH und Umgebung <i>Schweizerischer Verband Dach und Wand</i> Gewerkschaft Unia	01.07.2005	Non	290

C = Convention collective de travail de base
A = Avenant à la convention collective de travail
R = Recommandation

Explication des signes:
« ... » sans indication;
« * » non pertinent

Type	Appellation	Entrée en vigueur	Salaires minimaux	Salarié(e)s assujetti(e)s
	Parties contractantes: <i>côté employeurs</i> et <i>côté salarié(e)s</i>			
45 Construction (10/11)				
Conventions d'association				
C	Second oeuvre, Suisse romande	01.01.2007	Oui	14 262
	<i>Fédération romande des entreprises de menuiserie, ébénisterie, charpentes, des fabriques de meubles et des parqueteurs</i>			
	<i>Association des maîtres vitriers, miroitiers, encadreurs et storistes du ct. GE (AMV)</i>			
	<i>Association neuchâteloise des techniverriers</i>			
	<i>Association valaisanne des entreprises de menuis., ébenist., charp., vitr. et fabriques de meubles</i>			
	<i>Association genevoise des entrepreneurs de charpente, menuiserie ébénisterie et parqueterie</i>			
	<i>Association fribourgeoise de menuiserie, ébenist., charpenterie et fabr. de meubles</i>			
	<i>Association fribourgeoise des maîtres plâtriers et peintures du canton de Fribourg</i>			
	<i>Association genevoise des décorateurs d'intérieur et courtepointières (AGDI)</i>			
	<i>Association genevoise des entreprises de revêtements d'intérieurs (AGERI)</i>			
	<i>Association jurassienne des menuisiers, charpentiers, ébénistes</i>			
	<i>Association neuchâteloise des maîtres plâtriers-peintres</i>			
	<i>Association neuchâteloise des menuisiers, charpentiers, ébénistes et parqueteurs</i>			
	<i>Association suisse des toitures et façades, section Genève (ASTF)</i>			
	<i>Association valaisanne des maîtres plâtriers-peintres</i>			
	<i>Chambre genevoise de l'étanchéité et des toitures (CGE)</i>			
	<i>Chambre genevoise de carrelage et de la céramique (CGCC)</i>			
	<i>Chambre genevoise des entrepreneurs de gypserie-peinture décoration du ct. GE (GPG)</i>			
	<i>Chambre syndicale genevoise des métiers du bois (SCB)</i>			
	<i>Fédération suisse romande des entreprises de menuiserie, ébénisterie et charpenterie</i>			
	<i>Fédération romande des maîtres plâtriers-peintres (FRMPP)</i>			
	<i>Fédération vaudoise des entrepreneurs</i>			
	<i>Goupe romand des parqueteurs et poseurs de sol</i>			
	<i>Groupe vaudois des entreprises d'asphaltage et d'étanchéité</i>			
	<i>Groupe vaudois des entreprises de carrelages</i>			
	<i>Groupe vaudois des entreprises de menuiserie, ébénisterie et charpenterie</i>			
	<i>Groupe vaudois des entreprises de parqueterie et revêtements de sols</i>			
	<i>Groupe vaudois des entreprises de plâtrerie-peinture</i>			
	<i>Groupe vaudois des entreprises de travaux spéciaux en résine</i>			
	<i>Groupe vaudois des entreprises de vitrerie et miroiterie</i>			
	<i>Groupement genevois d'entreprises, du bâtiment et du génie civil, second-oeuvre</i>			
	<i>Union genevoise des marbriers (UGM)</i>			
	Syndicat Unia			
	Syna			
	Syndicat interprofessionnel de travailleuses et travailleurs			
A	Second oeuvre, retraite anticipée (CCRA), Suisse romande	01.01.2004	Non	19 875
	<i>Fédération romande des entreprises de menuiserie, ébénisterie, charpentes, des fabriques de meubles et des parqueteurs</i>			
	Syndicat Unia			
	Syna			

C = Convention collective de travail de base

A = Avenant à la convention collective de travail

R = Recommandation

Explication des signes:

« ... » sans indication;

« * » non pertinent

Type	Appellation	Entrée en vigueur	Salaires minimaux	Salarié(e)s assujetti(e)s
	Parties contractantes: <i>côté employeurs</i> et <i>côté salarié(e)s</i>			
45 Construction (11/11)				
Conventions d'association				
C	Vetriere ct. TI <i>Associazione vetrerie del cantone Ticino</i> Organizzazione cristiano sociale ticinese	01.10.2003	Oui	69
Conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise				
C	Flavio Togni SA, Noranco <i>Flavio Togni SA, costruzione linee aeree</i> Organizzazione cristiano sociale ticinese	01.01.2002	Oui	11
Conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise au bénéfice de la protection des données				
6 conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise				255
50 Commerce et réparation de véhicules automobiles; commerce de détail de carburants (1/3)				
Conventions d'association				
C	Autogewerbe Kt. AG <i>Autogewerbe-Verband der Schweiz, Sektion Aargau</i> SMUV Gewerkschaft Industrie, Gewerbe, Dienstleistungen (neu: Gewerkschaft Unia) Syna	01.01.2000	Oui	945
C	Autogewerbe Kt. BS und BL <i>Autogewerbe-Verband, Sektion beider Basel</i> SMUV Gewerkschaft Industrie, Gewerbe, Dienstleistungen (neu: Gewerkschaft Unia) Christliche Gewerkschaft für Industrie, Handel und Gewerbe (neu: Syna)	01.01.1998	Oui	1 200
R	Autogewerbe Kt. GR (Richtlinien) <i>Autogewerbe-Verband der Schweiz, Sektion Graubünden</i>	01.01.1992	Non	*
C	Autogewerbe Kt. ZH <i>Autogewerbe-Verband Schweiz, Sektion Zürich</i> SMUV Gewerkschaft Industrie, Gewerbe, Dienstleistungen (neu: Gewerkschaft Unia) Syna	01.01.2001	Oui	4 600
C	Branche des garages, Suisse et FL <i>Union professionnelle suisse de l'automobile</i> FTMH Syndicat de l'industrie, de la construction et des services (nouv: Syndicat Unia) Christliche Gewerkschaft für Industrie, Handel und Gewerbe (nouv: Syna) FCTA Fédération des travailleurs du commerce, des transports et de l'alimentation (nouv: Syndicat Unia)	01.01.1981	Non	32 600
A	Autogewerbe Kt. BE und Kt. JU <i>Autogewerbe-Verband der Kantone Bern und Jura</i> SMUV Gewerkschaft Industrie, Gewerbe, Dienstleistungen (neu: Gewerkschaft Unia) VHTL Gewerkschaft Verkauf Handel Transport Lebensmittel (neu: Gewerkschaft Unia)	01.01.1994	Non	...
A	Autogewerbe Kt. SO <i>Autogewerbe-Verband, Sektion Solothurn</i> Gewerkschaft Unia Syna	01.01.2007	Oui	480

C = Convention collective de travail de base
A = Avenant à la convention collective de travail
R = Recommandation

Explication des signes:
« ... » sans indication;
« * » non pertinent

Type	Appellation	Entrée en vigueur	Salaires minimaux	Salarié(e)s assujetti(e)s
	Parties contractantes: <i>côté employeurs</i> et <i>côté salarié(e)s</i>			
50 Commerce et réparation de véhicules automobiles; commerce de détail de carburants (2/3)				
Conventions d'association				
A	Autogewerbe Kt. UR <i>Autogewerbe-Verband Schweiz, Sektion Uri</i> Syna Gewerkschaft Unia	01.01.2005	Oui	50
A	Autogewerbe Kt. ZG <i>Autogewerbe-Verband, Sektion Zug</i> Syna SMUV Gewerkschaft Industrie, Gewerbe, Dienstleistungen (neu: Gewerkschaft Unia)	01.04.2002	Oui	480
A	Autogewerbe Ostschweiz Kt. SG, AI, AR, TG <i>Autogewerbe-Verband, Sektion SG, AI, AR</i> <i>Autogewerbe-Verband, Sektion Thurgau</i> SMUV Gewerkschaft Industrie, Gewerbe, Dienstleistungen (neu: Gewerkschaft Unia) Syna SMUV Schweizerischer Metall- und Uhrenarbeiter-Verband (neu: Gewerkschaft Unia)	01.10.2004	Oui	1 400
A	Autorimesse ct. TI <i>Unione professionale svizzera dell'automobile, sezione Ticino</i> Organizzazione cristiano sociale ticinese Sindacato Unia	01.01.1991	Oui	1 385
A	Branche automobile ct. VS <i>Union professionnelle suisse de l'automobile, section Valais</i> FTMH Syndicat de l'industrie, de la construction et des services (nouv: Syndicat Unia) Syna	12.01.2001	Oui	916
C	Autogewerbe Zentralschweiz Kt. LU, NW, OW <i>Autogewerbe-Verband Schweiz, Sektion Zentralschweiz</i> Syna VHTL Gewerkschaft Verkauf Handel Transport Lebensmittel (neu: Gewerkschaft Unia) SMUV Gewerkschaft Industrie, Gewerbe, Dienstleistungen (neu: Gewerkschaft Unia)	01.01.2000	Oui	980
C	Garages & entreprises similaires de mécanique automobile ct. VD <i>Union vaudoise des garagistes</i> Syndicat Unia	01.01.2005	Oui	1 950
C	Garages ct. GE (personnel d'atelier et de station) <i>Union professionnelle suisse de l'automobile, section Genève</i> Syndicat Unia	01.01.2006	Oui	1 900
C	Garages ct. GE (vendeurs en automobiles) <i>Union professionnelle suisse de l'automobile, section Genève</i> Fédération des agents indépendants et représentants	01.01.1982	Oui	165
C	Garages et entreprises similaires ct. NE <i>Union professionnelle de l'automobile, section Neuchâtel</i> Syna	01.07.2005	Oui	575
C	Garagistes ct. FR <i>Union fribourgeoise des garagistes</i> Syndicat Unia	01.07.2006	Oui	560

C = Convention collective de travail de base

A = Avenant à la convention collective de travail

R = Recommandation

Explication des signes:

« ... » sans indication;

« * » non pertinent

Type	Appellation	Entrée en vigueur	Salaires minimaux	Salarié(e)s assujetti(e)s
	Parties contractantes: <i>côté employeurs</i> et <i>côté salarié(e)s</i>			
50 Commerce et réparation de véhicules automobiles; commerce de détail de carburants (3/3)				
Conventions d'association				
C	Métiers des deux roues ct. GE <i>Association genevoise des professionnels du 2 roues</i> Syndicat Unia	01.11.2006	Oui	140
C	Tankstellenshops Kt. LU <i>Verband der Tankstellenshops-Betreiber des Kantons Luzern</i> Gewerkschaft Unia	01.05.2005	Oui	156
C	Tankstellen-Shops Kt. SG <i>Verband Tankstellenshop-Betreiber Ostschweiz</i> VHTL Gewerkschaft Verkauf Handel Transport Lebensmittel (neu: Gewerkschaft Unia) Syna	01.10.2004	Oui	417
C	Vente stations-service ct. FR <i>Association fribourgeoise des exploitants de magasins de stations-services</i> Syna Syndicat Unia FCTA Fédération des travailleurs du commerce, des transports et de l'alimentation (nou: Syndicat Unia)	01.07.2005	Oui	300
Conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise au bénéfice de la protection des données				
2 conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise				65
51 Commerce de gros et intermédiaires du commerce				
Conventions d'association				
C	Commercio vini ct. TI <i>Associazione ticinese negozianti di vino</i> Organizzazione cristiano sociale ticinese	01.01.2007	Oui	140
R	Métier de fleuriste, Suisse <i>Association suisse des fleuristes</i> Association professionnelle des fleuristes	01.01.2006	Oui	*
Conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise au bénéfice de la protection des données				
5 conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise				5 106

C = Convention collective de travail de base
A = Avenant à la convention collective de travail
R = Recommandation

Explication des signes:
« ... » sans indication;
« * » non pertinent

Type	Appellation	Entrée en vigueur	Salaires minimaux	Salarié(e)s assujetti(e)s
	Parties contractantes: <i>côté employeurs</i> et <i>côté salarié(e)s</i>			
52 Commerce de détail; réparation d'articles personnels et domestiques (1/4)				
Conventions d'association				
C	Assistant/es en pharmacie ct. NE <i>Ordre neuchâtelois des pharmaciens</i> Syndicat Unia	01.05.2005	Oui	400
C	Assistants en pharmacie ct. VS <i>Société valaisanne de pharmacie</i> Syndicat chrétien du tertiaire du Valais (nouveau: Syndicats chrétiens interprofessionnels) Syna Syndicat Unia	01.01.2004	Oui	438
C	Assistenti di farmacia ct. TI <i>Associazione proprietari di farmacia del cantone Ticino</i> Associazione ticinese assistenti di farmacia Organizzazione cristiano sociale ticinese	01.01.2004	Oui	502
C	Branche textile ct. VD (commerce de détail) <i>Association vaudoise des détaillants en textiles</i> Unia - Fédération interprofessionnelle des salariés (nouveau: Syndicat Unia)	01.01.1997	Oui	1 000
C	Buchhandel Deutschschweiz <i>Schweizer Buchhändler- und Verleger-Verband (SBVV)</i> Comedia Mediengewerkschaft	01.07.2003	Oui	1 500
A	Buchhandlung Langlois & Cie., Burgdorf (Anschluss-Vereinbarung) <i>Langlois & Cie AG Buchhandlung</i>	01.07.1995	Non	*
C	Commerce de détail (CCT-cadre) ct. GE <i>FAC Fédération des artisans et des commerçants</i> <i>Association genevoise des magasins d'articles de sports</i> <i>Association genevoise des marchands de chaussures et maroquiniers</i> <i>Association des pharmacies du canton de Genève</i> <i>Association genevoise des détaillants en textiles</i> <i>Association genevoise des exploitants de magasins de stations services</i> <i>Association romande des papetiers</i> <i>Divers entreprises du commerce de détail, ct. GE</i> Syndicat Unia, région Genève Syndicat interprofessionnel de travailleuses et travailleurs	01.01.2007	Oui	18 378
C	Commerce de détail ct. NE <i>Fédération neuchâteloise du commerce indépendant de détail (FNCID)</i> FCTA Fédération des travailleurs du commerce, des transports et de l'alimentation (nouveau: Syndicat Unia) Société Suisse des employés de commerce, section La Chaux-de-Fonds Société Suisse des employés de commerce, section Neuchâtel	01.10.1999	Oui	1 080

C = Convention collective de travail de base

A = Avenant à la convention collective de travail

R = Recommandation

Explication des signes:

« ... » sans indication;

« * » non pertinent

Type	Appellation	Entrée en vigueur	Salaires minimaux	Salarié(e)s assujetti(e)s
	Parties contractantes: <i>côté employeurs</i> et <i>côté salarié(e)s</i>			
52 Commerce de détail; réparation d'articles personnels et domestiques (2/4)				
Conventions d'association				
C	Commerce de détail non alimentaire ct. GE <i>Association genevoise des détaillants en textiles</i> <i>Association genevoise des magasins d'articles de sports</i> <i>Association genevoise des marchands de chaussures et maroquiniers</i> <i>Union suisse des papetiers, section Genève</i> Syndicat interprofessionnel de travailleuses et travailleurs Société suisse des employés de commerce, section Genève	01.01.2003	Oui	2 760
C	Commerce de détail, Delémont <i>Union des commerçants de Delémont</i> Syna Syndicat Unia FCTA Fédération des travailleurs du commerce, des transports et de l'alimentation (nouv: Syndicat Unia)	01.04.2004	Oui	800
C	Commerce de détail, ville de Lausanne <i>DECLIC (Développement économique du commerce lausannois et des intérêts communs)</i> Syndicat Unia	01.07.2006	Oui	7 800
C	Detailhandel Kt. BS (Vereinbarung) <i>Verein Basler Detailhandel</i> Gewerkschaft Unia Angestelltenvereinigung Region Basel Syna	01.11.2005	Oui	2 000
C	Droguistes, Suisse <i>Association suisse des droguistes</i> Droga Helvetica, Association suisse des employés droguistes	01.01.2006	Non	4 500
C	Handelsreisende Kt. ZH <i>Verband Zürcher Handelsfirmen</i> Kaufmännischer Verband Zürich	01.01.1998	Non	2 000
R	Voyageurs de commerce, Suisse (Recommandation) <i>Union patronale suisse</i> <i>Fédération des agents indépendants et représentants</i> <i>Union suisse des arts et métiers</i> <i>VSIG (nouv: Commerce Suisse)</i> <i>Vente Suisse Association des professionnels de la vente et des entreprises</i> Société suisse des employés de commerce	01.01.2003	Non	*
C	Librairie (édition et diffusion Suisse romande) <i>Association suisse des diffuseurs, éditeurs et libraires</i> Comedia Syndicat des médias	01.07.2004	Oui	300
C	Boucherie-charcuterie, Suisse <i>Union suisse des maîtres bouchers (nouv: Union professionnelle suisse de la viande UPSV)</i> Association suisse du personnel de la boucherie	01.01.1994	Oui	15 300

C = Convention collective de travail de base
A = Avenant à la convention collective de travail
R = Recommandation

Explication des signes:
« ... » sans indication;
« * » non pertinent

Type	Appellation	Entrée en vigueur	Salaires minimaux	Salarié(e)s assujetti(e)s
	Parties contractantes: <i>côté employeurs</i> et <i>côté salarié(e)s</i>			
52 Commerce de détail; réparation d'articles personnels et domestiques (3/4)				
Conventions d'association				
C	Personale di vendita ct. TI <i>Federcommercio</i> Organizzazione cristiano sociale ticinese Syna Sindacati indipendenti ticinesi Società svizzera degli impiegati di commercio, sezione Ticino	01.05.2002	Oui	530
C	Personnel au service de la vente ct. FR <i>Union patronale du canton de Fribourg</i> <i>Chambre fribourgeoise du commerce, de l'industrie et des services</i> <i>Fédération cantonale fribourgeoise du commerce indépendant de détail</i> <i>Groupement des grands distributeurs fribourgeois</i> Syna Syndicat Unia FCTA Fédération des travailleurs du commerce, des transports et de l'alimentation (nouv: Syndicat Unia) SSP Syndicat suisse des services publics	01.01.2001	Oui	...
C	Pharma-Assistentinnen Kt. AG <i>Aargauischer Apothekerverein</i> Kaufmännischer Verband Zürich Gruppe Pharma-Assistentinnen	01.01.1996	Oui	63
R	Pharma-Assistentinnen Kt. BE (Lohnempfehlung) <i>Apothekerverband des Kantons Bern</i>	01.01.2006	Oui	*
C	Pharma-Assistentinnen Kt. ZH <i>Apothekerverband des Kantons Zürich</i> Kaufmännischer Verband Zürich	01.02.1993	Oui	400
R	Aides en pharmacie, Suisse (Recommandation) <i>Société suisse de pharmacie</i> Société suisse des employés de commerce	01.01.1986	Non	*
C	Pharma-Assistentinnen und -Assistenten Kt. BS <i>Baselstädtischer Apotheker-Verband</i> Kaufmännischer Verein Basel	01.01.1992	Oui	160
C	Pharmacies (préparateurs en pharmacie) ct. GE <i>Association des pharmacies du canton de Genève</i> Association des préparateurs en pharmacie canton Genève	01.07.1993	Oui	160
C	Pharmacies ct. GE <i>Association des pharmacies du canton de Genève</i> Syndicat Unia Société suisse des employés de commerce, section Genève Syndicat interprofessionnel de travailleuses et travailleurs	01.01.2007	Oui	800
C	Quincaillers et commerce de métaux ct. GE <i>Association des quincailliers suisses, section Genève</i> Actions Unia (nouv: Syndicat Unia Genève)	01.01.1997	Oui	134

C = Convention collective de travail de base
A = Avenant à la convention collective de travail
R = Recommandation

Explication des signes:
« ... » sans indication;
« * » non pertinent

Type	Appellation	Entrée en vigueur	Salaires minimaux	Salarié(e)s assujetti(e)s
	Parties contractantes: <i>côté employeurs</i> et <i>côté salarié(e)s</i>			
52 Commerce de détail; réparation d'articles personnels et domestiques (4/4)				
Conventions d'association				
C	Textildetaillisten Kt. AG (Verkaufs- und Büropersonal) <i>Aargauischer Textildetaillisten (neu: Swiss Fashion Stores Aargau)</i> Kantonalverband Aargauischer Kaufmännischer Vereine	01.01.1985	Non	505
C	Vereinbarung Dezember-Sonntagsverkäufe Kt. SO <i>Kantonal-Solothurnischer Gewerbeverband</i> Gewerkschaft Unia	29.09.2004	Non	...
C	Vereinigung der Detailfachgeschäfte Winterthur und Umgebung <i>Vereinigung der Detailfachgeschäfte Winterthur und Umgebung</i> Kaufmännischer Verband Winterthur	01.07.1990	Oui	...
Conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise au bénéfice de la protection des données				
16 conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise				92 186
55 Hôtellerie et restauration				
Conventions d'association				
C	Hôtels, restaurants et cafés, Suisse (Edition 2005) <i>Gastrosuisse Fédération de l'hôtellerie et de la restauration</i> <i>hôtelleriesuisse</i> <i>SCA Swiss Catering Association</i> Hotel & Gastro Union Syna Syndicat Unia	01.10.1998	Oui	216 000
A	Hôtellerie et restauration ct. GE, accord salarial <i>Société des cafetiers, restaurateurs et hôteliers de Genève</i> <i>Tourist & Business Hôtels</i> Syndicat Unia Hotel & Gastro Union Syndicat interprofessionnel de travailleuses et travailleurs	01.11.2006	Oui	11 054
Conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise				
C	Volkshaus AG, Bern <i>Volkshaus AG Bern</i> VHTL Gewerkschaft Verkauf Handel Transport Lebensmittel (neu: Gewerkschaft Unia)	01.01.1988	Non	84
Conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise au bénéfice de la protection des données				
5 conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise				1 354

C = Convention collective de travail de base
A = Avenant à la convention collective de travail
R = Recommandation

Explication des signes:
« ... » sans indication;
« * » non pertinent

Type	Appellation	Entrée en vigueur	Salaires minimaux	Salarié(e)s assujetti(e)s
	Parties contractantes: <i>côté employeurs</i> et côté salarié(e)s			
60 Transports terrestres; transports par conduites (1/2)				
Conventions d'association				
C	Autotrasporti ct. TI <i>Imprese di trasporti professionali di persone e cose del canton Ticino</i> Organizzazione cristiano sociale ticinese FCTA Federazione dei lavoratori del commercio, dei trasporti e dell'alimentazione (nuovo: Sindacato Unia) Sindacati indipendenti ticinesi	01.01.2004	Oui	419
C	Bus- und Nahverkehrsbetriebe Kt. BE <i>Vereinigung konzessionierter bernischer Bus-Unternehmungen</i> VPOD Schweizerischer Verband des Personals öffentlicher Dienste Gewerkschaft Kommunikation	01.01.2007	Oui	1 500
A	BERNMOBIL, Bern <i>BERNMOBIL, Städtische Verkehrsbetriebe Bern</i> VPOD Schweizerischer Verband des Personals öffentlicher Dienste	01.07.2002	Oui	643
C	Convention nationale ASTAG - Les Routiers Suisses (LRS) <i>Association suisse des transports routiers (ASTAG)</i> Les Routiers Suisses	01.01.2006	Non	36 000
A	Ergänzungsbestimmungen ASTAG-LRS Kantone LU, OW, NW, ZG <i>ASTAG, Sektion Zentralschweiz</i> Les Routiers Suisses Sektion LU, OW, NW, ZG Syna	01.01.2006	Oui	1 700
A	Ergänzungsbestimmungen ASTAG-LRS, Sektion Bern <i>ASTAG, Sektion Bern</i> Les Routiers Suisses, Sektion Bern	01.01.2006	Oui	1 500
A	Ergänzungsbestimmungen ASTAG-LRS, Sektion Zürich <i>ASTAG, Sektion Zürich</i> Les Routiers Suisses Sektion Zürich	01.01.2007	Oui	1 500
C	Spedizionieri ct. TI <i>Associazione spedizionieri Chiasso (nuovo: ATIS)</i> Organizzazione cristiano sociale ticinese <i>Società svizzera degli impiegati di commercio</i>	01.01.1997	Oui	764
C	Taxigewerbe Kt. BS <i>ASTAG, Sektion Nordwestschweiz</i> VHTL Gewerkschaft Verkauf Handel Transport Lebensmittel (neu: Gewerkschaft Unia) Landesverband Freier Schweizer Arbeitnehmer (neu: Syna)	01.01.1998	Oui	...
C	Transports et déménagements ct. GE <i>Association genevoise des entreprises de déménagements</i> <i>Association genevoise des entreprises de transports</i> FCTA Fédération des travailleurs du commerce, des transports et de l'alimentation (nouv: Syndicat Unia) Actions-FCTA	01.01.2003	Oui	1 000

C = Convention collective de travail de base
A = Avenant à la convention collective de travail
R = Recommandation

Explication des signes:
« ... » sans indication;
« * » non pertinent

Type	Appellation	Entrée en vigueur	Salaires minimaux	Salarié(e)s assujetti(e)s
	Parties contractantes: <i>côté employeurs</i> et <i>côté salarié(e)s</i>			
60 Transports terrestres; transports par conduites (2/2)				
Conventions d'association				
C	Transports publics vaudois (CCT cadre) <i>Union vaudoise des transports publics</i> SEV Syndicat du personnel des transports	01.04.2006	Oui	1 600
C	Transports routiers ct. VD <i>Association suisse des transports routiers, section vaudoise</i> Les Routiers Suisses	01.01.2007	Oui	4 750
Conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise				
C	Chemins de fer fédéraux suisses (CFF) <i>Chemins de fer fédéraux suisses (CFF)</i> SEV Syndicat du personnel des transports Association des cadres des transports publics Transfair, Syndicat chrétien du personnel des services publics et du tertiaire Syndicat suisse des mécaniciens de locomotive et aspirants	01.01.2007	Oui	21 773
C	Stiftung Behinderten-Transporte Zürich (BTZ) <i>Stiftung Behinderten-Transporte Zürich</i> VPOD Schweizerischer Verband des Personals öffentlicher Dienste	01.09.2006	Non	47
C	TILO SA, Chiasso <i>TILO SA</i> SEV Sindacato del personale dei trasporti Transfair	01.06.2005	Oui	42
C	Verkehrsbetriebe Luzern AG (VBL), Luzern <i>Verkehrsbetriebe Luzern AG</i> VPOD Schweizerischer Verband des Personals öffentlicher Dienste Personalverband der Verkehrsbetriebe Luzern Stadtpersonalverband Luzern	01.01.2007	Oui	410
C	zb Zentralbahn AG, Stansstad <i>zb Zentralbahn AG</i> SEV Schweizerischer Eisenbahn und Verkehrspersonalverband Transfair, Christliche Gewerkschaft Service public und Dienstleistungen Schweiz	01.06.2006	Oui	290
Conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise au bénéfice de la protection des données				
31 conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise				10 590
61 Transports par eau				
Conventions d'association				
C	Armateurs Suisse <i>Association des armateurs suisse</i> FCTA Fédération des travailleurs du commerce, des transports et de l'alimentation (nouv: Syndicat Unia)	01.03.2003	Oui	...
Conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise au bénéfice de la protection des données				
8 conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise				69

C = Convention collective de travail de base
A = Avenant à la convention collective de travail
R = Recommandation

Explication des signes:
« ... » sans indication;
« * » non pertinent

Type	Appellation	Entrée en vigueur	Salaires minimaux	Salarié(e)s assujetti(e)s
	Parties contractantes: <i>côté employeurs</i> et côté salarié(e)s			
62 Transports aériens				
Conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise au bénéfice de la protection des données				
6 conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise				6 289
63 Services auxiliaires des transports; activités des agences de voyage				
Conventions d'association				
C	Transitaires ct. GE <i>Association des transitaires de Genève</i> Actions Unia (nouv: Syndicat Unia Genève) Association suisse des déclarants en douane Syndicat interprofessionnel de travailleuses et travailleurs	01.01.2002	Oui	800
Conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise				
C	Swissport International SA, Genève <i>Swissport International SA</i> SSP Syndicat suisse des services publics PUSH Organisation	01.01.2007	Oui	848
A	Swissport-Genève SA (temps partiels), Genève <i>Swissport Genève SA</i> SSP Syndicat suisse des services publics PUSH Organisation	01.07.2004	Oui	276
C	Swissport Schweiz AG, Basel <i>Swissport International AG</i> Schweizerischer Kaufmännischer Verband VPOD Schweizerischer Verband des Personals öffentlicher Dienste	01.01.2006	Oui	436
A	Swissport Schweiz AG, Basel (Teilzeit-Stundenlohn) (aft) <i>Swissport International AG</i> Schweizerischer Kaufmännischer Verband VPOD Schweizerischer Verband des Personals öffentlicher Dienste	01.01.2006	Oui	...
Conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise au bénéfice de la protection des données				
14 conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise				7 701

C = Convention collective de travail de base
A = Avenant à la convention collective de travail
R = Recommandation

Explication des signes:
« ... » sans indication;
« * » non pertinent

Type	Appellation	Entrée en vigueur	Salaires minimaux	Salarié(e)s assujetti(e)s
	Parties contractantes: <i>côté employeurs</i> et <i>côté salarié(e)s</i>			
64 Postes et télécommunications				
Conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise				
C	La Poste <i>La Poste Suisse</i> Syndicat de la communication Transfair, Syndicat chrétien du personnel des services publics et du tertiaire	01.01.2002	Oui	41 333
C	La Poste (Auxiliaires) <i>La Poste Suisse</i> Syndicat de la communication Transfair, Syndicat chrétien du personnel des services publics et du tertiaire	01.01.2002	Oui	3 199
Conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise au bénéfice de la protection des données				
5 conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise				16 331
65 Intermédiation financière				
Conventions d'association				
C	Personnel bancaire, Suisse <i>Organisation patronale des banques en Suisse</i> Association suisse des employés de banques Société suisse des employés de commerce	01.01.2007	Oui	80 000
C	Banquiers privés ct. GE <i>Association patronale de la corporation genevoise des banquiers privés</i> Association des fondés de pouvoir et cadres supérieurs des banquiers privés genevois Association des employés de la corporation genevoise des banquiers privés	01.07.2005	Non	3 696
Conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise				
C	Swiss Contact Management Group (LibertyCall/Exratel), Basel <i>Swiss Contact Management Group AG</i> Gewerkschaft Kommunikation	01.01.2005	Oui	436

C = Convention collective de travail de base
A = Avenant à la convention collective de travail
R = Recommandation

Explication des signes:
« ... » sans indication;
« * » non pertinent

Type	Appellation	Entrée en vigueur	Salaires minimaux	Salarié(e)s assujetti(e)s
	Parties contractantes: <i>côté employeurs</i> et côté salarié(e)s			
66 Assurances				
Conventions d'association				
R	Branche des assurances, Suisse (service externe) <i>Association suisse d'assurances</i> Société suisse des employés de commerce	01.01.2003	Non	*
R	Branche des assurances, Suisse (service interne) <i>Association suisse d'assurances</i> Société suisse des employés de commerce	01.01.2003	Non	*
Conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise				
C	OeKK Basel <i>OeKK Basel</i> VPOD Schweizerischer Verband des Personals öffentlicher Dienste	01.01.1997	Non	338
C	Stiftung Pensionskasse SBB, Bern <i>Stiftung Pensionskasse SBB</i> SEV Schweizerischer Eisenbahn und Verkehrspersonalverband Kader des öffentlichen Verkehrs Transfair, Christliche Gewerkschaft Service public und Dienstleistungen Schweiz	01.01.2007	Oui	31
Conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise au bénéfice de la protection des données				
4 conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise				1 795
70 Activités immobilières				
Conventions d'association				
C	Employé(e)s de régie ct. GE <i>Société des régisseurs de Genève</i> Syndicat Unia Syndicat interprofessionnel de travailleuses et travailleurs	01.01.2007	Oui	1 200
Conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise				
C	Familienheim-Genossenschaft Zürich <i>Familienheim-Genossenschaft Zürich</i> VPOD Schweizerischer Verband des Personals öffentlicher Dienste GBI Gewerkschaft Bau und Industrie (neu: Gewerkschaft Unia)	01.01.2004	Oui	52
Conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise au bénéfice de la protection des données				
3 conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise				515
72 Activités informatiques				
Conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise				
C	Directories AG, Bern <i>Swisscom Directories AG</i> Gewerkschaft Kommunikation Transfair, Christliche Gewerkschaft Service public und Dienstleistungen Schweiz	01.01.2001	Oui	245

C = Convention collective de travail de base
A = Avenant à la convention collective de travail
R = Recommandation

Explication des signes:
« ... » sans indication;
« * » non pertinent

Type	Appellation	Entrée en vigueur	Salaires minimaux	Salarié(e)s assujetti(e)s
	Parties contractantes: <i>côté employeurs</i> et <i>côté salarié(e)s</i>			
74 Autres services fournis aux entreprises (1/3)				
Conventions d'association				
C	Aargauische Anwaltsbüros, Angestellte <i>Aargauischer Anwaltsverband</i> Kantonalverband Aargauischer Kaufmännischer Vereine	01.01.1984	Non	...
C	Entreprises privées de services de sécurité, Suisse <i>Association des entreprises suisses de services de sécurité</i> Syndicat Unia	01.01.2004	Oui	11 150
C	Anwaltsbüros Kt. ZH, Angestellte <i>Zürcher Anwaltsverband</i> Kantonalverband Zürcherischer Kaufmännischer Verbände	01.01.2000	Oui	500
C	Architectes ct. GE <i>Association genevoise d'architectes</i> Syndicat interprofessionnel de travailleuses et travailleurs SIB Syndicat industrie & bâtiment (nouveau: Syndicat Unia)	01.06.2001	Oui	550
R	Bureaux d'architectes, d'ingénieurs et de planification (Contrat-cadre), Suisse <i>Union suisse des ingénieurs-conseils</i> <i>Fédération suisse des architectes indépendants</i> <i>Société des bureaux d'architectes, de planificateurs et d'ingénieurs indépendants de Berne</i> Fédération suisse des cadres de la construction (nouveau: Cadres de la construction Suisse) Association suisse des cadres Société suisse des employés de commerce	01.01.2002	Non	*
C	Bureaux d'architectes et d'ingénieurs ct. VD <i>Union patronale des ingénieurs et des architectes vaudois</i> Syndicat Unia Union des Ingénieurs et architectes diplômés employés	01.01.2007	Oui	1 000
C	Bureaux d'ingénieurs géomètres ct. VD <i>Groupe patronal de l'association vaudoise des ingénieurs géomètres</i> Association suisse des professionnels de la mensuration Groupement des ingénieurs en géomatique	01.01.2005	Oui	370
C	Kaminfegergewerbe Kt. BE <i>Bernischer Kaminfegermeister-Verband</i> GBI Gewerkschaft Bau und Industrie (nouveau: Gewerkschaft Unia)	01.06.1999	Oui	209
C	Kaminfegergewerbe Kt. BS <i>Kaminfegermeister-Verband Basel-Stadt</i> Gewerkschaft Unia, Région Nordwestschweiz Gewerkschaft Unia	01.01.2005	Oui	12
C	Kaminfegergewerbe Kt. SO <i>Solothurner Kaminfegermeister-Verband</i> Solothurnischer Kaminfegergesellen-Verband	01.01.1997	Oui	41

C = Convention collective de travail de base
A = Avenant à la convention collective de travail
R = Recommandation

Explication des signes:
« ... » sans indication;
« * » non pertinent

Type	Appellation	Entrée en vigueur	Salaires minimaux	Salarié(e)s assujetti(e)s
	Parties contractantes: <i>côté employeurs</i> et <i>côté salarié(e)s</i>			
74 Autres services fournis aux entreprises (2/3)				
Conventions d'association				
C	Métier de ramoneur, Suisse <i>Association suisse des maîtres ramoneurs</i> SIB Syndicat industrie & bâtiment (nou: Syndicat Unia) Schweiz. Kaminfegergesellen Verband FTMH Syndicat de l'industrie, de la construction et des services (nou: Syndicat Unia)	01.01.2001	Non	1 200
A	Kaminfegergewerbe Kt. ZH <i>Kaminfegermeisterverband Kanton Zürich</i> GBI Gewerkschaft Bau und Industrie (neu: Gewerkschaft Unia)	01.01.2002	Oui	...
C	Nettoyage et services associés ct. GE <i>Groupement des entreprises de service et de propreté Genève</i> <i>Association genevoise des entrepreneurs en nettoyage et services</i> Syndicat Unia Syna Syndicat interprofessionnel de travailleuses et travailleurs	01.01.2006	Oui	5 918
C	Nettoyage, Suisse romande excepté ct. GE <i>Fédération romande des entrepreneurs en nettoyage (FREN)</i> <i>Association valaisanne des entreprises de nettoyage (AVEN)</i> Syndicat Unia Syna SIB Syndicat Industrie et bâtiment, section romande	01.01.2005	Oui	6 000
C	Ramontage ct. FR <i>Association des maîtres ramoneurs du canton de Fribourg</i> SIB Syndicat industrie & bâtiment (nou: Syndicat Unia)	01.01.1991	Oui	36
C	Ramontage ct. GE <i>Association des maîtres ramoneurs du canton de Genève</i> SIB Syndicat industrie & bâtiment (nou: Syndicat Unia)	01.01.2005	Oui	43
C	Ramontage ct. NE <i>Association neuchâteloise des maîtres ramoneurs</i> SIB Syndicat industrie & bâtiment (nou: Syndicat Unia)	01.02.1994	Oui	19
C	Ramontage ct. VD <i>Association vaudoise des maîtres ramoneurs</i> SIB Syndicat industrie & bâtiment (nou: Syndicat Unia)	01.01.1990	Oui	101
C	Reinigungsbranche Deutsche Schweiz <i>Allpura, Verband Schweizer Reinigungs-Unternehmen</i> Gewerkschaft Unia Syna VPOD Schweizerischer Verband des Personals öffentlicher Dienste	01.04.2007	Oui	38 535

C = Convention collective de travail de base

A = Avenant à la convention collective de travail

R = Recommandation

Explication des signes:

« ... » sans indication;

« * » non pertinent

Type	Appellation	Entrée en vigueur	Salaires minimaux	Salarié(e)s assujetti(e)s
Parties contractantes: <i>côté employeurs</i> et <i>côté salarié(e)s</i>				
74 Autres services fournis aux entreprises (3/3)				
Conventions d'association				
C	Uffici di architettura e di ingegneria (disegnatori) ct. TI <i>Associazione studi d'ingegneria e d'architettura ticinesi</i> Organizzazione cristiano sociale ticinese Sindacato Unia	01.01.1998	Oui	439
R	Mensuration, Suisse (Contrat-cadre) <i>Ingénieurs-Géomètres Suisses</i> Association suisse des professionnels de la mensuration	01.01.2005	Oui	*
Conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise				
C	Gerhard Management Consulting AG (Spitalreinigung), Zofingen <i>Gerhard Management & Consulting AG</i> VPOD Schweizerischer Verband des Personals öffentlicher Dienste	01.01.2002	Oui	126
C	ISS Aviation AG, Zürich <i>ISS Aviation AG</i> VPOD Schweizerischer Verband des Personals öffentlicher Dienste	01.07.2005	Oui	196
A	ISS Aviation AG, Zürich (Aushilfsangestellte) <i>ISS Aviation AG</i> VPOD Schweizerischer Verband des Personals öffentlicher Dienste	01.07.2005	Oui	85
C	Naturaqua, Hirsig Partnerinnen & Partner, Bern <i>Naturaqua PBK (Neu: naturaqua PBK AG)</i> GBI Gewerkschaft Bau und Industrie (neu: Gewerkschaft Unia)	01.01.1996	Oui	10
C	Reinhard und Partner, Planer und Architekten AG, Bern <i>Reinhard und Partner, Planer und Architekten AG</i> GBI Gewerkschaft Bau und Industrie (neu: Gewerkschaft Unia) Kaufmännischer Verband Bern und Umgebung	01.01.1988	Oui	21
C	Securitrans, Bern <i>Securitrans</i> SEV Schweizerischer Eisenbahn und Verkehrspersonalverband Transfair, Christliche Gewerkschaft Service public und Dienstleistungen Schweiz	01.08.2001	Oui	442
Conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise au bénéfice de la protection des données				
18 conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise				3 183
75 Administration publique; défense nationale; sécurité sociale				
Conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise au bénéfice de la protection des données				
2 conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise				10 257

C = Convention collective de travail de base
A = Avenant à la convention collective de travail
R = Recommandation

Explication des signes:
« ... » sans indication;
« * » non pertinent

Type	Appellation	Entrée en vigueur	Salaires minimaux	Salarié(e)s assujetti(e)s
	Parties contractantes: <i>côté employeurs</i> et <i>côté salarié(e)s</i>			
80 Enseignement				
Conventions d'association				
C	Centres d'accueil de l'enfance, Lausanne (Edition 2007) <i>Plate-forme employeurs enfance (PEE)</i> SSP Syndicat suisse des services publics Association vaudoise des travailleurs et travailleuses de l'éducation sociale (nouv: Avenir Social)	01.10.2004	Oui	277
C	Enseignement privé ct. VD <i>Association vaudoise des écoles privées</i> Association professionnelle du personnel de l'enseignement privé	01.01.1995	Non	1 800
C	Organismes d'éducation et de réinsertion (AGOER) ct. GE <i>Association genevoise des organismes d'éducation et de réinsertion</i> SSP Syndicat suisse des services publics Syndicat interprofessionnel de travailleuses et travailleurs	01.09.2006	Oui	1 340
C	Petite enfance, Genève <i>Fédération genevoise des institutions de la petite enfance</i> SSP Syndicat suisse des services publics Association des cadres des institutions de la petite enfance genevoises Association genevoise des éducatrices et éducateurs du jeune enfant Syndicat interprofessionnel de travailleuses et travailleurs	01.01.2007	Oui	890
Conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise				
C	Fondation de l'école internationale de Genève <i>Fondation de l'école internationale de Genève</i> SSP Syndicat suisse des services publics Actions Unia (nouv: Syndicat Unia Genève) Association des commis de Genève Association du personnel de l'école internationale de Genève Fédération des associations du personnel	01.09.2002	Oui	654
C	login Berufsbildung, Olten <i>login Berufsbildung</i> SEV Schweizerischer Eisenbahn und Verkehrspersonalverband Kader des öffentlichen Verkehrs Transfair, Christliche Gewerkschaft Service public und Dienstleistungen Schweiz	01.04.2005	Oui	167
C	Université ouvrière de Genève <i>Université ouvrière de Genève</i> Actions Unia (nouv: Syndicat Unia Genève) Association interne d'employé(e)s Syndicat interprofessionnel de travailleuses et travailleurs	01.09.2002	Oui	48
Conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise au bénéfice de la protection des données				
4 conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise				2 552

C = Convention collective de travail de base
A = Avenant à la convention collective de travail
R = Recommandation

Explication des signes:
« ... » sans indication;
« * » non pertinent

Type	Appellation	Entrée en vigueur	Salaires minimaux	Salarié(e)s assujetti(e)s
	Parties contractantes: <i>côté employeurs</i> et <i>côté salarié(e)s</i>			
85 Santé et activités sociales (1/4)				
Conventions d'association				
C	Assistant/es en médecine dentaire ct. GE <i>Association des médecins dentistes de Genève</i> Syna Syndicat interprofessionnel de travailleuses et travailleurs	01.01.2006	Oui	...
C	Cliniques privées ct. GE <i>Association des cliniques privées de Genève</i> Actions Unia (nouv: Syndicat Unia Genève) Association suisse des infirmières et des infirmiers Syndicat interprofessionnel de travailleuses et travailleurs	01.01.1997	Oui	1 800
C	Educateurs (AVaITES, AVIEA) ct. VS <i>Association valaisanne des institutions en faveur des enfants, adolescents et adultes en difficulté</i> Association valaisanne des travailleuses et travailleurs de l'éducation spécialisée	01.01.1983	Oui	300
C	Etablissements hospitaliers ct. VS (Réseau Santé Valais) <i>Réseau Santé Valais</i> Syndicats chrétiens interprofessionnels du Valais Syna SSP Syndicat suisse des services publics	01.01.2007	Oui	3 280
C	Etablissements médico-sociaux ct. GE <i>Fédération genevoise des établissements médico-sociaux</i> Actions Unia (nouv: Syndicat Unia Genève) Syna Association suisse des infirmières et des infirmiers Syndicat interprofessionnel de travailleuses et travailleurs SSP Syndicat suisse des services publics	01.03.2004	Oui	3 046
C	Etablissements spécialisés ct. NE <i>Association neuchâteloise des maisons pour enfants, adolescents et adultes</i> Association neuchâteloise des travailleurs de l'éducation spécialisée Association neuchâteloise des cadres des institutions spécialisées Association romande des maîtres socio-professionnels, Neuchâtel Association suisse des infirmières et infirmiers, section Neuchâtel/Jura SSP Syndicat suisse des services publics	01.01.2006	Oui	1 200
C	Homes et soins à domicile (AJIPA et FAS) ct. JU <i>Association jurassienne des institutions pour personnes âgées (AJIPA)</i> <i>Fondation pour l'aide et les soins à domicile du Jura</i> SSP Syndicat suisse des services publics Association suisse des infirmières et infirmiers, section Neuchâtel/Jura Syna	01.01.2006	Oui	619

C = Convention collective de travail de base
A = Avenant à la convention collective de travail
R = Recommandation

Explication des signes:
« ... » sans indication;
« * » non pertinent

Type	Appellation	Entrée en vigueur	Salaires minimaux	Salarié(e)s assujetti(e)s
	Parties contractantes: <i>côté employeurs</i> et <i>côté salarié(e)s</i>			
85 Santé et activités sociales (2/4)				
Conventions d'association				
C	Institutionen für Behinderte und Gefährdete Kt. FR (nouv: INFRI-FOPIS) <i>Association fribourgeoise des institutions s'occupant de personnes handicapées/inadaptées (nouv: Association des institutions spécialisées)</i> Fédération des organisations du personnel des institutions sociales (FOPIS)	01.01.2006	Oui	2 200
C	Institutions pour enfants et adultes ct. JU <i>Association jurassienne des maisons pour enfants et adultes</i> Syna, secrétariat régional, section Jura SSP Syndicat suisse des services publics	01.08.2006	Non	306
C	Maîtres socio-professionnels (AVIEA-ARMaSP) ct. VS <i>Association valaisanne des institutions en faveur des enfants, adolescents et adultes en difficulté</i> <i>Association romande des maîtres socio-professionnels (nouv: Avenir social)</i>	01.01.1993	Oui	42
C	Personnel des institutions (AVOP-ARMASP) ct. VD <i>Association vaudoise des organismes privés pour enfants, adolescents, adultes en difficulté</i> Association romande des maîtres socio-professionnels (nouv: Avenir social)	01.01.2001	Oui	120
C	Personnel des institutions (AVOP-AVMES) ct. VD <i>Association vaudoise des organismes privés pour enfants, adolescents, adultes en difficulté</i> Association vaudoise des maîtres de l'enseignement spécialisé	01.01.2001	Oui	880
C	Personnel des institutions (AVOP-AVTES) ct. VD <i>Association vaudoise des organismes privés pour enfants, adolescents, adultes en difficulté</i> Association vaudoise des travailleurs et travailleuses de l'éducation sociale (nouv: Avenir Social)	01.01.2001	Oui	1 830
C	Petite enfance, Ville de Lancy <i>Institutions de la petite enfance de la Ville de de Lancy</i> SSP Syndicat suisse des services publics Association des cadres des institutions de la petite enfance genevoises Association genevoise des éducatrices et éducateurs du jeune enfant Syndicat interprofessionnel de travailleuses et travailleurs	01.06.2006	Oui	70
C	Santé 21 ct. NE <i>Conseil d'Etat de la République et canton de Neuchâtel (Commission paritaire CCT santé 21)</i> <i>Association romande des maîtres socio-professionnels Association neuch. établ.- maisons pour personnes âgées- adultes handicapées et dépendantes</i> <i>Association neuchâteloise des établissements pour malades</i> <i>Fédération neuchâteloise des fondations d'aide et de soins à domicile</i> SSP Syndicat suisse des services publics Association suisse des infirmières et infirmiers, section Neuchâtel/Jura Pro Domicile Société des magistrats, fonctionnaires et employés de l'Etat de Neuchâtel (SMF)	01.07.2004	Oui	5 200

C = Convention collective de travail de base

A = Avenant à la convention collective de travail

R = Recommandation

Explication des signes:

« ... » sans indication;

« * » non pertinent

Type	Appellation	Entrée en vigueur	Salaires minimaux	Salarié(e)s assujetti(e)s
	Parties contractantes: <i>côté employeurs</i> et <i>côté salarié(e)s</i>			
85 Santé et activités sociales (3/4)				
Conventions d'association				
C	Servizi di assistenza e cura a domicilio (ROSACD) ct. TI (Sottoceneri) <i>MAGGIO Associazione per l'assistenza e cura a domicilio Malcantone Vedeggio</i> <i>Associazione per l'assistenza e la cura a domicilio del Mendrisiotto e Basso Ceresio</i> <i>ScuDo associazione servizio cure a domicilio</i> Organizzazione cristiano sociale ticinese Sindacati indipendenti ticinesi SSP Sindacato svizzero dei servizi pubblici	01.01.2005	Oui	357
C	Servizi di assistenza e cura a domicilio ct. TI (Sopraceneri) <i>Associazione locarnese e valmaggese di assistenza e cura a domicilio</i> <i>Associazione bellinzonese per l'assistenza e cura a domicilio</i> <i>Servizio di assistenza e cura a domicilio della Regione Tre Valli</i> Organizzazione cristiano sociale ticinese Sindacati indipendenti ticinesi SSP Sindacato svizzero dei servizi pubblici	01.05.2002	Oui	269
C	Laboratoires de prothèse dentaire, Suisse <i>Association des laboratoires de prothèse dentaire de Suisse</i> Fédération suisse des techniciens dentistes	01.06.2004	Oui	1 424
Conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise				
C	Association AFIRO, Ecublens <i>Association AFIRO</i> SSP Syndicat suisse des services publics Association interne d'employés	01.01.2004	Oui	41
C	Fondation Dépendances, Les Genevez <i>Fondation Dépendances</i> Syna SSP Syndicat suisse des services publics	01.01.2007	Oui	33
C	Fondation genevoise pour l'animation socioculturelle (FASe), Genève <i>Fondation genevoise pour l'animation socioculturelle</i> SSP Syndicat suisse des services publics Syndicat interprofessionnel de travailleuses et travailleurs	01.01.2004	Oui	613
C	Fondation pour l'hébergement des personnes handicapées psychiques, Genève <i>Fondation pour l'hébergement des personnes handicapées psychiques</i> SSP Syndicat suisse des services publics Syndicat interprofessionnel de travailleuses et travailleurs	01.01.2006	Oui	65
C	Klinik Wysshölzli, Marie-Sollberger-Stiftung, Herzogenbuchsee (Ausgabe 2007) <i>Klinik Wysshölzli</i> VPOD Schweizerischer Verband des Personals öffentlicher Dienste	01.01.2005	Oui	53

C = Convention collective de travail de base
A = Avenant à la convention collective de travail
R = Recommandation

Explication des signes:
« ... » sans indication;
« * » non pertinent

Type	Appellation	Entrée en vigueur	Salaires minimaux	Salarié(e)s assujetti(e)s
	Parties contractantes: <i>côté employeurs</i> et <i>côté salarié(e)s</i>			
85 Santé et activités sociales (4/4)				
Conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise				
C	Offene Arbeit mit Kindern, Stadt Bern (DOK) <i>Dachverband für offene Arbeit mit Kindern in der Stadt Bern (DOK)</i> VPOD Schweizerischer Verband des Personals öffentlicher Dienste	01.01.2005	Oui	33
C	Services privés d'aide et de soins à domicile, Genève <i>Fondation des services d'aide et de soins à domicile (FSASD)</i> SSP Syndicat suisse des services publics Syndicat interprofessionnel de travailleuses et travailleurs	22.12.1994	Oui	1 969
C	Stiftung Basel-Olsberg für Menschen mit einer Behinderung, Lausen <i>Stiftung Basel-Olsberg für Menschen mit einer Behinderung</i> VPOD Schweizerischer Verband des Personals öffentlicher Dienste	01.01.2001	Oui	43
C	Verein OKAJ, Zürich <i>OKAJ Zürich</i> VPOD Schweizerischer Verband des Personals öffentlicher Dienste	01.07.2006	Oui	7
C	Verein Zürcher AIDS-Projekte (ZAP), Zürich <i>Verein Zürcher AIDS-Projekte (ZAP)</i> VPOD Schweizerischer Verband des Personals öffentlicher Dienste	01.01.2006	Oui	9
C	Vereinigung für Beratung, Integrationshilfe und Gemeinwesenarbeit (vbg), Bern <i>Vereinigung für Beratung, Integrationshilfe und Gemeinwesenarbeit (vbg)</i> VPOD Schweizerischer Verband des Personals öffentlicher Dienste	01.01.2007	Oui	66
C	Wohnheim Monbijou, Bern <i>Wohnheim Monbijou</i> VPOD Schweizerischer Verband des Personals öffentlicher Dienste	01.01.2007	Oui	21
C	Zuger Kantonsspital AG, Zug <i>Zuger Kantonsspital AG</i> VPOD Schweizerischer Verband des Personals öffentlicher Dienste Syna Schweiz. Berufsverband der Pflegefachfrauen und Pflegefachmänner	01.01.2006	Oui	535
Conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise au bénéfice de la protection des données				
32 conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise				26 949
90 Assainissement, voirie et gestion des déchets				
Conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise au bénéfice de la protection des données				
2 conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise				72

C = Convention collective de travail de base
A = Avenant à la convention collective de travail
R = Recommandation

Explication des signes:
« ... » sans indication;
« * » non pertinent

Type	Appellation	Entrée en vigueur	Salaires minimaux	Salarié(e)s assujetti(e)s
	Parties contractantes: <i>côté employeurs</i> et <i>côté salarié(e)s</i>			
91 Activités associatives				
Conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise				
C	Evangelisch-Reformierter Synodalverband Bern-Jura <i>Reformierte Kirchen Bern-Jura-Solothurn</i> VPOD Schweizerischer Verband des Personals öffentlicher Dienste	01.01.1998	Non	112
Conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise au bénéfice de la protection des données				
6 conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise				391
92 Activités récréatives, culturelles et sportives (1/2)				
Conventions d'association				
C	Bühnen Schweiz (Chor- und Ballettgruppen) <i>(version en allemand)</i> <i>Union des théâtres suisses</i> Association suisse des artistes dramatiques/Schweizerischer Bühnenkünstlerverband (SBKV) SSP Syndicat suisse des services publics	01.08.1982	Non	283
C	Bühnen Schweiz (künstlerisches Solopersonal) <i>(version en allemand)</i> <i>Union des théâtres suisses</i> Association suisse des artistes dramatiques/Schweizerischer Bühnenkünstlerverband (SBKV)	01.08.1981	Non	460
C	Cinémas ct. GE <i>Groupement des cinémas genevois</i> FCTA Fédération des travailleurs du commerce, des transports et de l'alimentation (nouveau: Syndicat Unia)	01.01.1994	Oui	50
C	Kinobranche im Kanton Zürich <i>Zürcher Kinoverband</i> <i>Zürcher Kinobetriebe</i> VHTL Gewerkschaft Verkauf Handel Transport Lebensmittel (nouveau: Gewerkschaft Unia)	01.01.2004	Oui	200
C	Théâtres Romands <i>Union des théâtres romands</i> Syndicat suisse romand du spectacle SSP Syndicat suisse des services publics	15.09.1988	Oui	361
Conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise				
C	Opernhaus Zürich <i>Opernhaus Zürich AG</i> VPOD Schweizerischer Verband des Personals öffentlicher Dienste	01.08.1998	Non	87
C	Opernhaus Zürich (technisches Theaterpersonal) <i>Opernhaus Zürich AG</i> GBI Gewerkschaft Bau und Industrie (nouveau: Gewerkschaft Unia)	01.08.1998	Non	396
C	Orchester der Oper Zürich <i>Opernhaus Zürich AG</i> Schweizerischer Musikerverband, Sektion Zürich	01.08.2004	Non	119

C = Convention collective de travail de base
A = Avenant à la convention collective de travail
R = Recommandation

Explication des signes:
« ... » sans indication;
« * » non pertinent

Type	Appellation	Entrée en vigueur	Salaires minimaux	Salarié(e)s assujetti(e)s
	Parties contractantes: <i>côté employeurs</i> et <i>côté salarié(e)s</i>			
92 Activités récréatives, culturelles et sportives (2/2)				
Conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise				
C	Schweizerische Radio- und Fernsehgesellschaft SRG, Bern <i>SRG SSR idée suisse</i> Schweizer Syndikat Medienschaffender	01.01.2004	Non	4 852
C	Stiftung Berner Symphonie-Orchester, Bern <i>Stiftung Berner Symphonie-Orchester</i> Schweizerischer Musikerverband	01.09.2006	Oui	102
C	Theater am Neumarkt AG (techn. Personal), Zürich <i>Theater am Neumarkt AG</i> GBI Gewerkschaft Bau und Industrie (neu: Gewerkschaft Unia) Hausverband	01.08.2002	Oui	17
C	Tonhalle-Orchester, Zürich <i>Tonhalle-Gesellschaft Zürich</i> Schweizerischer Musikerverband	01.08.2005	Non	114
Conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise au bénéfice de la protection des données				
25 conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise				2 801
93 Services personnels				
Conventions d'association				
C	Entretien des textiles ct. GE <i>Association genevoise des entreprises d'entretien des textiles (AGETEX)</i> SIB Syndicat industrie & bâtiment (nou: Syndicat Unia)	01.04.2004	Oui	269
C	Nettoyage industriel des textiles ct. VD <i>Association vaudoise des entreprises de nettoyage industriel de textiles (AVENIT)</i> Syndicat Unia	01.07.2005	Oui	485
Conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise au bénéfice de la protection des données				
2 conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise				231
99 Organisations et organismes extra-territoriaux				
Conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise				
C	Comité international de la Croix-Rouge, Genève <i>Comité International de la Croix-Rouge</i> Association interne d'employé(e)s	01.01.2000	Oui	2 107

C = Convention collective de travail de base
A = Avenant à la convention collective de travail
R = Recommandation

Explication des signes:
« ... » sans indication;
« * » non pertinent

Type	Appellation	Entrée en vigueur	Salaires minimaux	Salarié(e)s assujetti(e)s
	Parties contractantes: <i>côté employeurs</i> et <i>côté salarié(e)s</i>			
Z Inclassables (1/2)				
(ce code ne fait pas partie de la NOGA)				
Conventions d'association				
R	Employés Suisse (Recommandation) <i>Union patronale suisse</i> <i>Union suisse des arts et métiers</i> Société suisse des employés de commerce Association suisse des cadres	01.01.2003	Non	*
C	Dienstleistungsbereich in der Region Basel <i>Arbeitgeberverband Basel</i> <i>Handelskammer beider Basel</i> <i>Wirtschaftskammer Baselland</i> Angestelltenvereinigung Region Basel Kaufmännischer Verein Basel Kaufmännischer Verein Baselland	01.07.2001	Oui	40 000
C	Impiegati di commercio e d'ufficio nell'economia ticinese ct. TI <i>Camera di commercio dell'industria e dell'artigianato del cantone Ticino</i> Società svizzera degli impiegati di commercio, sezione Ticino	01.01.2001	Oui	1 018
C	Kaufm. Angestellte/Verkaufspersonal Bern und Umgebung <i>Verband Berner Handelsfirmen</i> Kaufmännischer Verband Bern und Umgebung	01.07.2006	Oui	1 920
C	Kaufm. Angestellte/Verkaufspersonal Kt. ZH <i>Vereinigung Zürcherischer Arbeitgeberorganisationen</i> Kantonalverband Zürcherischer Kaufmännischer Verbände	01.04.2004	Oui	5 000
R	Kaufmännischen- und Detailhandelsberufen (Lohnempfehlung), Region Schaffhausen <i>Industrie- und Wirtschafts-Vereinigung Region Schaffhausen</i> <i>Kantonaler Gewerbeverband Schaffhausen</i> <i>Pro City Schaffhausen</i> Kaufmännischer Verband Schaffhausen	01.01.2007	Oui	*
C	Kaufmännisch-technische Angestellte Kt. AG <i>Aargauische Industrie- und Handelskammer</i> Kantonalverband Aargauischer Kaufmännischer Vereine Schweizerische Kader Organisation (neu: Schweizer Kader Organisation)	01.01.1990	Non	19 299
R	KV-Lehrlinge und Lehrentlassene Bern und Umgebung (Empfehlung) <i>Verband der Arbeitgeber Region Bern</i> <i>Sektion Bern des Handels- und Industrievereins des Kantons Bern</i> Kaufmännischer Verband Bern und Umgebung	01.01.2006	Oui	*
R	Lernende in kaufmännisch. Berufslehren und Detailhandel, Biel und Umgebung, Richtlinien <i>Handels- & Industrieverein des Kantons Bern, Sektion Biel-Seeland</i> Kaufmännischer Verband Biel	01.07.2006	Oui	*

C = Convention collective de travail de base
A = Avenant à la convention collective de travail
R = Recommandation

Explication des signes:
« ... » sans indication;
« * » non pertinent

Type	Appellation	Entrée en vigueur	Salaires minimaux	Salarié(e)s assujetti(e)s
	Parties contractantes: <i>côté employeurs</i> et côté salarié(e)s			
Z Inclassables (2/2) (ce code ne fait pas partie de la NOGA)				
Conventions d'association				
C	Personnel employé à titre temporaire, Suisse <i>Swissstaffing</i> Société suisse des employés de commerce	31.12.2006	Non	100 000
C	Zürcher Handelsfirmen <i>Verband Zürcher Handelsfirmen</i> Kaufmännischer Verband Zürich	01.01.2004	Oui	150 000
A	Helsana Versicherungen SA, Zürich (Anschlussklärung) <i>Helsana Versicherungen AG</i> VPOD Schweizerischer Verband des Personals öffentlicher Dienste	01.01.1998	Non	2 940
Conventions d'entreprise(s)/internes d'entreprise au bénéfice de la protection des données				
	1 convention d'entreprise/interne d'entreprise			500

C = Convention collective de travail de base
A = Avenant à la convention collective de travail
R = Recommandation

Explication des signes:
« ... » sans indication;
« * » non pertinent

4 Liste des contrats-type de travail (CTT) en Suisse, 1^{er} mai 2007

4.1 Explications et légende

Quelles sont les catégories de CTT qui apparaissent dans la liste?

La liste présente les contrats-type de travail (CTT) selon deux catégories: les CTT édictés par le Conseil fédéral, lorsqu'ils valent sur plusieurs cantons, et les CTT édictés par les cantons, lorsqu'ils ne s'appliquent qu'à un seul canton (cf. Définition «Contrat-type de travail»).

Comment les CTT sont-ils classés?

Les CTT sont classés d'après la Nomenclature générale des activités économiques (NOGA) de 1995. Une description des numéros NOGA se trouvent au chapitre 3.2. Les contrats-type de travail cantonaux sont présentés dans leur langue originale.

Comment se présente la liste des CTT?

La liste se présente selon le modèle ci-dessous:

NOGA	Appellation	Portée territoriale	Entrée en vigueur	Salaires minimaux
Contrats-type de travail édictés par le Conseil fédéral				
→ 01	Branche économique			
	Contrat-type de travail A	CH	01.01.1980	Non
→ 85	Branche économique			
	Contrat-type de travail B	CH	01.02.1985	Non
	Contrat-type de travail C	CH	01.01.1972	Non
Contrats-type de travail cantonaux (langue originale) (nombre de pages)				
→ 01	Branche économique			
	Contrat-type de travail D	AG	29.12.1985	Non
	Contrat-type de travail E	AR	01.01.1987	Non
	Contrat-type de travail F	BE	20.08.1987	Non

Numéro NOGA correspondant à la branche économique

Abréviation du canton par ordre alphabétique

NOGA	Appellation	Portée territoriale	Entrée en vigueur	Salaires minimaux
Contrats-type de travail édictés par le Conseil fédéral				
01	Agriculture, chasse et services annexes			
	CTT national pour les jardiniers privés	CH	01.01.1980	Non
	CTT national pour le personnel des laiteries	CH	01.02.1984	Non
85	Santé et activités sociales			
	CTT national pour les éducateurs employés dans les foyers et internats	CH	01.02.1985	Non
	CTT national pour le personnel soignant	CH	01.01.1972	Non
	CTT national relatif aux prestations d'assurance pour le personnel professionnellement exposé aux radiations ionisantes	CH	01.05.1966	Non
	CTT national pour les médecins-assistants	CH	01.07.1971	Non
Contrats-type de travail cantonaux (1/3)				
01	Agriculture, chasse et services annexes			
	NAV über das Arbeitsverhältnis in der Landwirtschaft	AG	01.01.2005	Non
	NAV für landwirtschaftliche Arbeitsverhältnisse	AI	01.10.2000	Non
	NAV für Betriebs- und Hausangestellte in der Landwirtschaft	AR	01.01.1987	Non
	NAV für Betriebs- und Hausangestellte in der Landwirtschaft	BE	01.01.1972	Oui
	NAV für landwirtschaftliche Arbeitnehmer	BL	01.01.1987	Non
	NAV für landwirtschaftliche Arbeitsverhältnisse	BS	01.07.1993	Non
	CTT dans l'agriculture	FR	01.10.1988	Non
	CTT réglant les conditions de travail entre les employeurs agricoles et les travailleurs agricoles	GE	01.03.2000	Oui
	CTT réglant les conditions de travail des travailleurs de la floriculture	GE	01.03.2000	Oui
	NAV für männliche und weibliche Arbeitnehmer in der Landwirtschaft	GL	01.01.1973	Non
	NAV für das Alp- und Hirschaftspersonal	GR	01.12.1998	Non
	NAV für das landwirtschaftliche Arbeitsverhältnis	GR	01.12.1998	Non
	CTT pour les travailleurs agricoles et le service de maison dans l'agriculture	JU	01.07.2006	Oui
	NAV für das landwirtschaftliche Arbeitsverhältnis	LU	15.05.2000	Non
	CTT pour l'agriculture	NE	01.01.2003	Oui
	NAV für Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer in der Landwirtschaft	NW	01.07.1997	Non
	NAV für Arbeitnehmer in der Landwirtschaft	OW	01.01.1985	Non

NOGA	Appellation	Portée territoriale	Entrée en vigueur	Salaires minimaux
Contrats-type de travail cantonaux (2/3)				
01	Agriculture, chasse et services annexes			
	NAV landwirtschaftliche Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer	SG	01.03.2004	Non
	NAV für landwirtschaftliche Arbeitnehmer	SH	01.02.1986	Non
	NAV für Arbeitnehmer in der Landwirtschaft	SO	16.11.1972	Non
	NAV für Arbeitnehmer in der Landwirtschaft	SZ	01.07.2001	Non
	NAV für landwirtschaftliche Arbeitsverhältnisse	TG	01.04.2006	Non
	CNL per il personale dell'agricoltura	TI	18.12.1990	Oui
	NAV für landwirtschaftliche Arbeitnehmer	UR	01.10.1973	Non
	CTT de vignolage pour les districts d'Aigle, Vevey et de Lavaux	VD	01.11.1994	Oui
	CTT pour chefs-vignerons	VD	01.11.1985	Oui
	CTT de vignolage pour les districts d'Aubonne, Morges, Nyon, Rolle	VD	01.11.1994	Oui
	CTT pour l'agriculture	VD	01.03.2006	Oui
	CTT pour l'agriculture	VS	16.06.1989	Oui
	CTT pour le personnel des fromageries	VS	10.02.1993	Oui
	NAV Landwirtschaft	ZG	01.10.2002	Non
	NAV für landwirtschaftliche Arbeitnehmer	ZH	01.04.2005	Non
51	Commerce de gros et intermédiaires du commerce			
	CTT pour les ouvriers de cave (Edition 2007)	VS	11.04.1973	Oui
52	Commerce de détail; réparation d'articles personnels et domestiques			
	NAV für den Detailhandel	BE	01.01.2007	Oui
	CTT pour le personnel au service de la vente dans le commerce de détail	JU	01.07.2006	Oui
	CTT du personnel de vente dans le commerce de détail	NE	01.01.1992	Oui
	CNL per il personale di vendita al dettaglio	TI	01.09.2001	Oui
	CTT pour le personnel au service de la vente dans le commerce de détail	VS	10.07.1985	Oui
60	Transports terrestres; transports par conduites			
	CTT pour le personnel des entreprises de transport automobile (transport de choses et de terrassement) (Edition 2007)	VS	01.01.1993	Oui
	CTT pour le personnel des téléphériques, télésièges, téléskis et d'autres moyens de transport analogues (Edition 2007)	VS	18.11.1987	Oui
74	Autres services fournis aux entreprises			
	CTT pour le personnel des bureaux d'ingénieurs, d'architectes et des autres bureaux d'études	VS	15.09.1982	Oui

NOGA	Appellation	Portée territoriale	Entrée en vigueur	Salaires minimaux
Contrats-type de travail cantonaux (3/3)				
95	Services domestiques			
	NAV für Hauspersonal	AG	29.12.1985	Non
	NAV für hauswirtschaftliche Arbeitnehmer	AR	01.01.1987	Non
	NAV für hauswirtschaftliche Arbeitnehmer	BE	20.08.1987	Non
	NAV für Hauspersonal	BL	01.01.1999	Non
	NAV für Hauspersonal	BS	01.01.1991	Non
	CTT pour les collaborateurs du service de maison	FR	01.07.1989	Oui
	CTT pour les jeunes gens au pair mineurs	GE	01.02.2000	Oui
	CTT pour les travailleurs au pair de 18 à 30 ans	GE	01.02.2000	Oui
	CTT pour travailleurs de l'économie domestique	GE	01.07.2004	Oui
	NAV für hauswirtschaftliche Arbeitnehmer	GL	01.01.1988	Oui
	NAV für das hauswirtschaftliche Arbeitsverhältnis	GR	01.01.1988	Non
	CTT pour travailleurs de l'économie domestique	JU	01.01.1979	Non
	NAV für das hauswirtschaftliche Arbeitsverhältnis	LU	01.02.1990	Non
	CTT pour le service de maison	NE	01.01.1989	Oui
	CTT pour les jeunes travailleurs au pair	NE	01.01.1992	Oui
	NAV für das hauswirtschaftliche Arbeitnehmer	NW	01.07.1985	Non
	NAV für hauswirtschaftliche Arbeitnehmer	OW	01.01.1974	Non
	NAV für hauswirtschaftliche Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer	SG	01.05.1986	Non
	NAV für hauswirtschaftliche Arbeitnehmer	SH	01.04.1993	Non
	NAV für Arbeitnehmer im Hausdienst	SO	01.04.1986	Non
	NAV für hauswirtschaftliche Arbeitnehmer	SZ	01.01.1998	Non
	NAV für hauswirtschaftliche Arbeitsverhältnisse	TG	01.08.1999	Non
	CNL per i giovani alla pari	TI	16.02.1995	Oui
	CNL per il personale domestico	TI	22.12.1989	Oui
	NAV für hauswirtschaftliche Arbeitnehmer	UR	01.10.1988	Non
	CTT pour le personnel des ménages privés	VD	01.03.2006	Oui
	CTT pour le personnel au service de l'économie domestique (Edition 2007)	VS	01.01.1992	Oui
	NAV Privathaushalt	ZG	01.01.1985	Non
	NAV für hauswirtschaftliche Arbeitnehmer	ZH	01.07.1991	Non

5 Liste des CCT dont le champ d'application est étendu, 1^{er} mai 2007

5.1 Explications et légendes

Quelles sont les catégories de CCT dont le champ d'application est étendu qui apparaissent dans la liste?

La liste présente les CCT étendues, soit déclarées obligatoires par décision officielle à tous les employeurs et travailleurs d'une activité, d'une profession ou d'une branche économique, selon deux catégories: Les CCT étendues suite à un arrêté du Conseil fédéral et les CCT étendues suite à un arrêté cantonal approuvé par le Département fédéral de l'économie (DFE).

Comment les CCT dont le champ d'application est étendu sont-elles classées?

Les informations sont tirées de la mise à jour commentée et publiée mensuellement par le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO). Les *avenants* aux CCT de base (cf. Définitions) ayant fait l'objet d'une extension sont également pris en considération dans le répertoire.

L'ensemble des CCT sont décrites avec leur *portée territoriale* (source: SECO) et le nombre de personnes *salariées assujetties* (source: OFS). Les CCT étendues par arrêts du Conseil fédéral sont classées d'après la Nomenclature générale des activités économiques (NOGA) de 1995. Les CCT étendues au niveau cantonal sont présentées dans leur langue originale selon les cantons (par ordre alphabétique) et la NOGA; une description des numéros NOGA se trouve au chapitre 3.2.

Comment se présente la liste des CCT dont le champ d'application est étendu?

La liste se présente selon le modèle ci-dessous:

NOGA	Appellation et portée territoriale – Etat au 1 ^{er} mai 2005	Salarié(e)s assujetti(e)s
CCT dont le champ d'application est étendu par arrêts du Conseil fédéral		
→01	Branche économique	
	CCT A	3 000
→85	Branche économique	
	CCT B	14 000
	CCT C	7 500
CCT dont le champ d'application est étendu par arrêts cantonaux approuvés par le DFE (Département fédéral de l'économie)		
Canton		
45	CCT D	21 200
55	CCT E	600
Canton		
50	CCT F	4 000

Numéro NOGA correspondant à la branche économique

NOGA Appellation de la CCT et portée territoriale – Etat au 1^{er} mai 2007Salarié(e)s
assujetti(e)s**Conventions collectives de travail (CCT) dont le champ d'application a été étendu par arrêtés du Conseil fédéral (1/3)****01 Agriculture, chasse et services annexes**

GAV für das Gärtnergewerbe in den Kantonen Basel-Stadt und Basel-Landschaft
(n'existe pas en version française) 750
BS, BL

20 Travail du bois et fabrication d'articles en bois (sans les meubles)

CCT pour la menuiserie 15 251
ZH, BE, (excepté les districts de Courtelary, Moutier et La Neuveville) LU, UR, SZ, OW, NW, GL, ZG, SO, BS, BL, SH, AR, AI, SG, GR, AG, TG et TI

CCT pour la menuiserie (Perfectionnement professionnel et protection de la santé) 15 251
ZH, BE, (excepté les districts de Courtelary, Moutier et La Neuveville) LU, UR, SZ, OW, NW, GL, ZG, SO, BS, BL, SH, AR, AI, SG, GR, AG, TG et TI

26 Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques

CCT pour l'industrie suisse des produits en béton 1 850
Toute la Suisse

GAV für das Schweizerische Marmor- und Granitgewerbe
(n'existe pas en version française) 841
ZH, BE (excepté les districts de Courtelary, Moutier et La Neuveville), LU, UR, SZ, OW, NW, GL, ZG, SO, BL, SH, AR, AI, SG, GR (excepté les régions italophones), AG, TG et les districts de Goms, Viège, Brig, Rarogne et Loèche-Ville (VS), ainsi que les districts de la Singine et du Lac (FR)

CCT pour les tuileries-briqueteries suisses 627
Toute la Suisse à l'exception du Tessin et le territoire de langue italienne du canton des Grisons

28 Travail des métaux (sans la fabrication de machines et d'équipements)

CCNT pour l'artisanat du métal 13 435
Toute la Suisse. Exception: BL et les secteurs de la serrurerie et de la construction métallique dans les cantons du Valais, Vaud et Genève

34 Industrie automobile

CCT de l'industrie suisse de la carrosserie 3 159
Toute la Suisse. Exception: VD, VS, NE, JU et FR

36 Fabrication de meubles, de bijoux, d'instruments de musique, d'articles de sport, de jouets; autres activités

CCT de l'industrie du meuble 1 418
Toute la Suisse. Exception: FR

NOGA Appellation de la CCT et portée territoriale – Etat au 1^{er} mai 2007Salarié(e)s
assujetti(e)s**Conventions collectives de travail (CCT) dont le champ d'application a été étendu par arrêtés du Conseil fédéral (2/3)****45 Construction**

CCT pour le secteur principal de la construction en Suisse	80 000
Toute la Suisse. Exception: certains domaines dans les cantons de GE, VD, ZH, AG	
CCT pour la retraite anticipée dans le secteur principal de la construction (CCT RA)	66 000
Toute la Suisse. Exception: VS	
CCT dans la branche des systèmes de plafonds et d'aménagements intérieurs, Suisse	850
Toute la Suisse. Exception: TI, JU, GE, NE, VD (excepté les districts de la Sarine, la Broye, la Gruyère, la Veveyse, la Glâne (FR), ainsi que les districts de Sion, Sierre, Herens, St. Maurice, Martigny, Conthey, Entre-Mont, Monthey (VS), et les districts de Courtelary, Moutier et La Neuveville (BE)	
CCT dans la branche suisse de toitures et façades	2 904
Toute la Suisse. Exception: VD, GE, BL, BS	
CCT pour les échafaudages suisses	1 300
Toute la Suisse	
CCT pour le secteur suisse de l'isolation	841
Toute la Suisse. Exception: GE, VD, VS	
CCT pour l'industrie de la peinture/plâtrerie	11 346
ZH (excep. des plâtriers de la ville de Zurich), BE, LU, UR, SZ, OW, NW, GL, ZG, SO, SH, AR, AI, SG, GR, AG, TG, JU, ainsi qu'à l'industrie de la peinture du canton du Tessin	
Perfectionnement professionnel dans la peinture/plâtrerie	11 346
ZH (sauf la plâtrerie en ville de Zurich) BE, LU, UR, SZ, OW, NW, GL, ZG, SO, SH, AR, AI, SG, GR, AG, TG, JU	
CCT pour la retraite anticipée dans le second œuvre romand (CCRA)	19 875
BS, BL, FR, JU, JU bernois, NE, VS, VD, GE, TI	
CCT dans la branche suisse des techniques du bâtiment	13 295
Toute la Suisse. Exception: GE, VD, VS	
CCT pour le carrelage (Suisse centrale)	1 775
BE, LU, OW, NW, UR, SZ, ZG, ZH ainsi que pour le district de Baden (AG)	
CCT pour le carrelage (BS, BL)	235
BS, BL	
CCT de la branche suisse de l'installation électrique et de l'installation de télécommunication	14 000
Toute la Suisse. Exception: VS, GE	

NOGA Appellation de la CCT et portée territoriale – Etat au 1^{er} mai 2007Salarié(e)s
assujetti(e)s**Conventions collectives de travail (CCT) dont le champ d'application a été étendu par arrêtés du Conseil fédéral (3/3)****50 Commerce et réparation de véhicules automobiles; commerce de détail de carburants**

GAV für das Autogewerbe Ostschweiz 1 400
(n'existe pas en version française)
 AI, AR, SG, TG

52 Commerce de détail; réparation d'articles personnels et domestiques

CCT pour la boucherie-charcuterie suisse 15 300
 Toute la Suisse. Exception: personnel de la vente GE

55 Hôtellerie et restauration

CCT pour les hôtels, restaurants et cafés 216 000
 Toute la Suisse

74 Autres services fournis aux entreprises

CCT pour la branche privée de la sécurité 11 150
 Toute la Suisse

CCT du secteur du nettoyage pour la Suisse romande 6 000
 VD, FR, NE, VS, JU et BE (que pour ce qui concerne les districts de Courtelary, La Neuveville et Moutier)

CCT du secteur du nettoyage pour la Suisse allemande 38 535
 ZH, BE (excepté les districts de Courtelary, Moutier, La Neuveville), LU, UR, SZ, OW, NW, GL, ZG, SO, BS, BL, SH, AR, AI, SG, GR (excepté les régions italophones)

85 Santé et activités sociales

CCT des laboratoires de prothèse dentaire de Suisse 1 424
 Toute la Suisse

NOGA	Appellation de la CCT et portée territoriale – Etat au 1^{er} mai 2007 (langue originale)	Salarié(e)s assujetti(e)s
Conventions collectives de travail (CCT) dont le champ d'application a été étendu par arrêtés cantonaux approuvés par le Département fédéral de l'économie (DFE) (1/2)		
BL		
28	GAV für das Metallbaugewerbe	486
45	GAV für das Dach- und Wandgewerbe	196
45	GAV für das Malergewerbe	366
45	GAV für das Gipsergewerbe Baselland	330
45	GAV für das Ausbaugewerbe	3 404
BS		
45	GAV für das Basler Ausbaugewerbe	1 157
45	GAV für das Gipsergewerbe	325
GE		
28	CCT pour les métiers de la métallurgie du bâtiment (4 CCT)	3 586
28	CCT pour la retraite anticipée dans la Métallurgie du bâtiment (CCRAMB)	3 586
45	CCT du second oeuvre	2 500
50	CCT pour les garages (personnel d'atelier et de station)	1 900
50	CCT pour les métiers des deux roues	140
52	CCT pour le commerce de détail (CCT-cadre)	18 378
55	CCT hôtellerie-restauration	11 054
74	CCT du nettoyage (et services associés)	5 918
NE		
52	CCT des assistant/es en pharmacie	400
SG		
50	GAV für Tankstellenshops	417
TI		
74	CCL per i disegnatori	439
VD		
01	CCT des paysagistes et entrepreneurs de jardins	850
28	CCT Métal-Vaud	721
45	CCT du chauffage, de la climatisation et de la ventilation	333
45	CCT de la ferblanterie, de la couverture et de l'installation sanitaire	855
50	CCT des garages & entreprises similaires de mécanique	1 950
52	CCT du commerce de détail de la ville de Lausanne	7 800
74	CCT des bureaux d'ingénieurs géomètres	370
74	CCT du nettoyage industriel des textiles	485

NOGA	Appellation de la CCT et portée territoriale – Etat au 1^{er} mai 2007 (langue originale)	Salarié(e)s assujetti(e)s
Conventions collectives de travail (CCT) dont le champ d'application a été étendu par arrêtés cantonaux approuvés par le Département fédéral de l'économie (DFE) (2/2)		
VS		
01	CCT pour l'économie forestière valaisanne GAV für die Walliser Waldwirtschaft	320
01	CCT pour les paysagistes	417
27	CCT de la tuyauterie industrielle GAV Industrieller Rohrleitungsbau	80
28	CCT pour la construction métallique GAV für das Schlosser- und Konstruktionsgewerbe	1 137
45	CCT prévoyance professionnelle du secteur principal de la construction GAV des Bauhauptgewerbes im Bereich der beruflichen Alters-, Hinterlassenen und Invalidenvorsorge	8 721
45	CCT de la retraite anticipée pour les travailleurs du secteur principal de la construction et du carrelage GAV über die vorzeitige Pensionierung der Arbeitnehmer im Bauhauptgewerbe und Plattenlegergewerbe	8 721
45	CCT des ferblantiers, couvreurs et appareilleurs GAV des Spenglerei-, Dachdecker- und Sanitärinstallationsgewerbe	1 195
45	CCT pour les entreprises de chauffage, ventilation et climatisation GAV der Heizungs-, Lüftungs- und Klimabetriebe	240
50	CCT de la branche automobile GAV für das Automobilgewerbe	916
52	CCT pour les assistantes en pharmacie GAV für die Pharma-Assistentinnen	438
ZH		
45	GAV für das Gipsergewerbe	480

Programme des publications de l'OFS

En sa qualité de service central de statistique de la Confédération, l'Office fédéral de la statistique (OFS) a pour tâche de rendre les informations statistiques accessibles à un large public.

L'information statistique est diffusée par domaine (cf. verso de la première page de couverture); elle emprunte diverses voies:

<i>Moyen de diffusion</i>	<i>Contact</i>
Service de renseignements individuels	032 713 60 11 info@bfs.admin.ch
L'OFS sur Internet	www.statistique.admin.ch
Communiqués de presse: information rapide concernant les résultats les plus récents	www.news-stat.admin.ch
Publications: information approfondie (certaines sont disponibles sur disquette/CD-Rom)	032 713 60 60 order@bfs.admin.ch
Données interactives (banques de données, accessibles en ligne)	www.statdb.bfs.admin.ch

Informations sur les divers moyens de diffusion sur Internet à l'adresse www.statistique.admin.ch → Services → Les publications de Statistique suisse

Enquête sur les conventions collectives de travail en Suisse, 2007

Les résultats de l'enquête bisannuelle sur les conventions collectives de travail (ECS) s'inscrivent dans le domaine 3 «Travail, rémunération». Ils sont publiés sous la forme d'un recueil comprenant un répertoire des conventions collectives de travail (CCT) et des contrats-type de travail (CTT) en vigueur au 1^{er} mai de l'année d'enquête.

Les données récoltées lors de l'ECS servent de base à la réalisation de l'enquête annuelle sur les accords salariaux (EAS) et à la statistique sur les salaires minimaux et conditions de travail dans les principales CCT. Ces résultats sont aussi diffusés sous le domaine 3.

D'autres informations relatives aux aspects monétaires du marché du travail et des conditions de travail sont fournies par diverses sections de l'OFS:

- Section «Salaires et conditions de travail»: statistique de l'évolution des salaires et résultats de l'enquête suisse sur la structure des salaires (ESS).
- Section «Travail et vie active» (AES): Statistique de la durée normale du travail dans les entreprises (DNT) et Enquête l'enquête suisse sur la population active (ESPA).
- Section «Enquêtes conjoncturelles (KE)»: statistique de l'emploi (STATEM)

L'enquête sur les conventions collectives de travail en Suisse (ECS) est réalisée tous les deux ans. Cette statistique porte sur la structure générale des conventions collectives de travail (CCT) en Suisse, ainsi que sur leur contenu. Elle a pour but principal de dresser un répertoire exhaustif des CCT en Suisse et des contrats-type de travail (CTT) édictés au niveau fédéral et cantonal.

L'enquête est effectuée par questionnaire écrit auprès des parties contractantes d'une CCT, à savoir les employeurs (associations patronales ou entreprises) et les associations de salariés signataires d'une convention. En ce qui concerne les contrats-type de travail (CTT), l'enquête est menée directement auprès des offices cantonaux du travail et du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO).

N° de commande

173-0702

Commandes

Tél.: 032 713 60 60

Fax: 032 713 60 61

E-mail: order@bfs.admin.ch

Prix

13 francs (TVA excl.)

ISBN 978-3-303-03239-8